

Rapport financier intermédiaire 2020

LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Table des matières

Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants	4
2.0 Faits saillants financiers CRCO	6
3.0 Événements récents	7
4.0 Aperçu	8
5.0 Analyse de la performance par la direction	10
6.0 Rendement passé	23
7.0 Aperçu du portefeuille	23
8.0 Rapport de la direction	25
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	26
Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois	64
Relevé des autres investissements	72
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	78



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution, puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

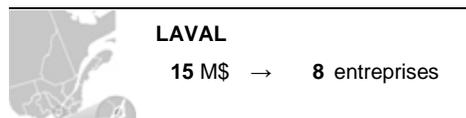
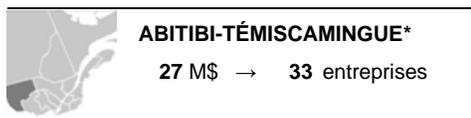
Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

1.0 Faits saillants

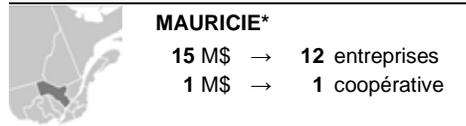
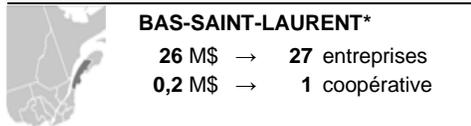
1.1 Des engagements partout au Québec

CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 30 juin 2020, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

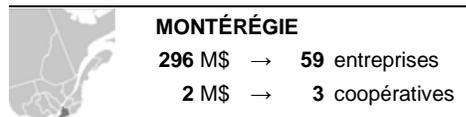
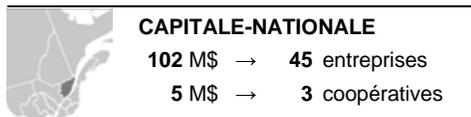


AU TOTAL

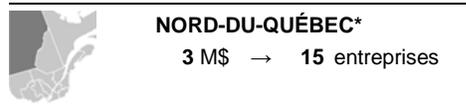
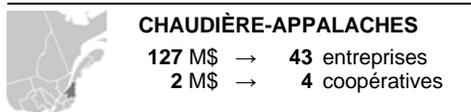
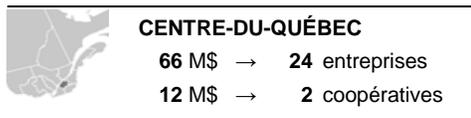
535
ENTREPRISES,
COOPÉRATIVES ET
FONDS



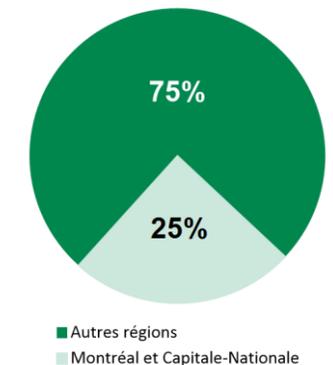
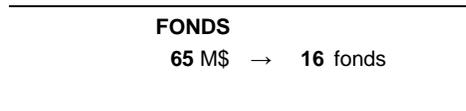
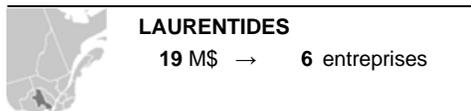
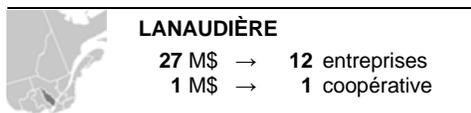
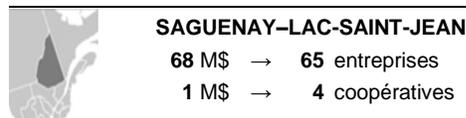
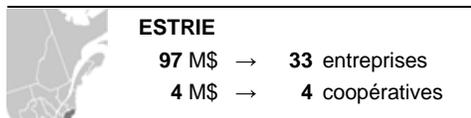
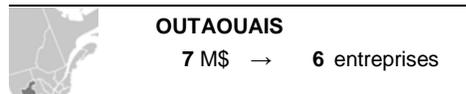
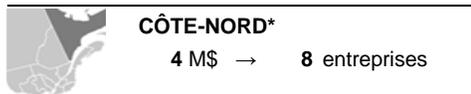
1 429 M\$
AU PROFIT DES
PME



80 000
EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS
(au 31 décembre 2019)



75 %
DES ENTREPRISES ET DES
COOPÉRATIVES SITUÉES
AU QUÉBEC PROVIENNENT
DES RÉGIONS AUTRES QUE
MONTRÉAL ET CAPITALE-
NATIONALE.

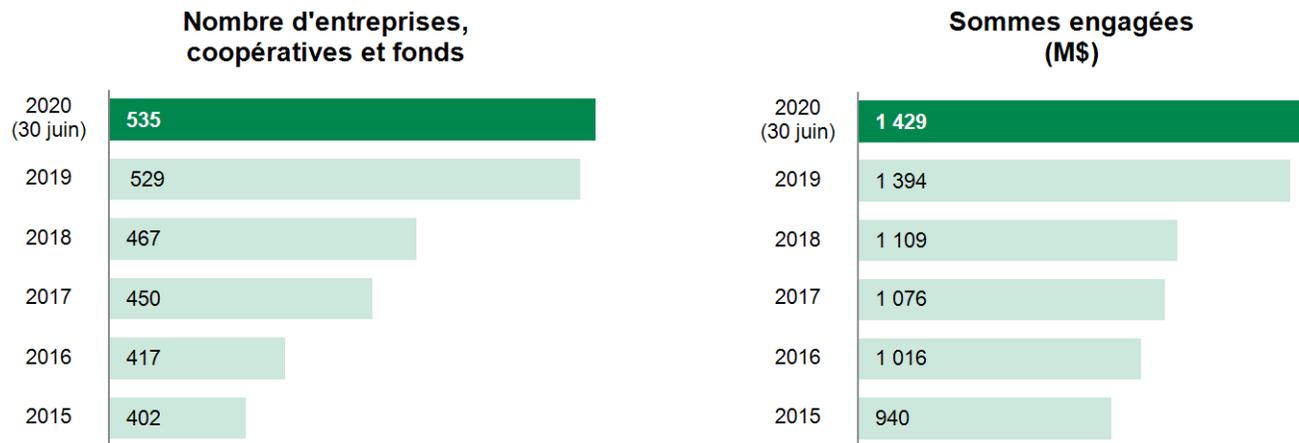


* Région ressource

⁽¹⁾Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

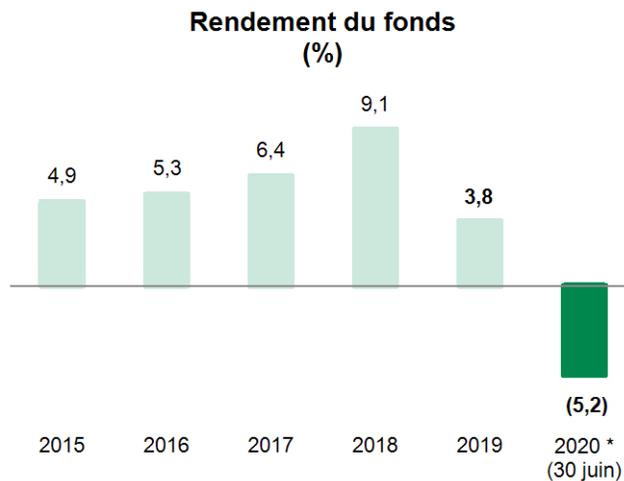
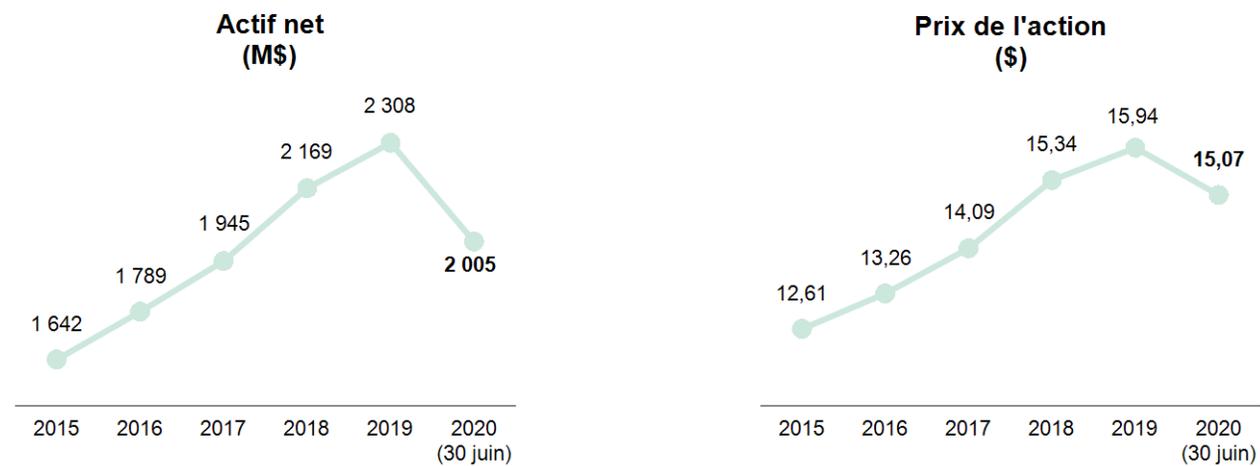
1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AU 30 JUIN 2020 ET AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AU 30 JUIN 2020 ET AUX 31 DÉCEMBRE



*Rendement négatif non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020.

2.0 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2020. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	30 juin 2020 (6 mois)	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Produits	20 931	55 210	70 285	51 392	44 449	45 269
Gains (pertes) sur investissements	(118 551)	63 703	138 632	96 541	78 869	64 035
Bénéfice net (perte nette)	(115 597)	81 302	174 894	112 757	85 957	74 806
Actif net	2 005 084	2 308 466	2 168 804	1 945 342	1 789 417	1 642 076
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	133 071	144 849	141 391	138 080	134 944	130 183
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	2,0	1,6	1,6	1,9	2,2	2,0
Taux de rotation du portefeuille :						
- Investissements à impact économique québécois (%)	8	10	17	16	11	19
- Autres investissements (%)	68	101	163	87	126	131
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	-	-	-	-	-	-
Nombre d'actionnaires (nombre)	105 355	109 364	107 862	105 614	104 317	102 222
Émission d'actions ordinaires - catégorie A «Émission»	294	140 017	141 179	134 850	133 401	149 882
Échange d'actions ordinaires - catégorie B «Échange»	-	199 445	-	-	-	-
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	-	-	2 523	2 396	1 579	1 750
Rachat d'actions ordinaires	188 079	81 657	90 088	89 285	70 438	83 324
Investissements à impact économique québécois au coût	1 065 239	1 014 864	838 258	828 255	787 142	738 596
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 131 563	1 249 967	1 080 069	1 033 951	921 518	817 199
Fonds engagés mais non déboursés	188 578	237 009	192 169	183 606	189 121	171 082

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global et des frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	30 juin 2020 (6 mois)	31 déc. 2019	31 déc. 2018	31 déc. 2017	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice	15,94	15,34	14,09	13,26	12,61	12,05
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	(0,83)	0,58	1,28	0,84	0,66	0,59
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,15	0,39	0,51	0,38	0,34	0,35
Charges d'exploitation	(0,14)	(0,25)	(0,21)	(0,24)	(0,26)	(0,23)
Impôts sur les bénéfices	0,01	(0,01)	(0,03)	(0,02)	(0,03)	(0,03)
Gains (pertes) réalisés	0,36	0,25	0,79	0,06	0,18	0,29
Gains (pertes) non réalisés	(1,21)	0,20	0,22	0,66	0,43	0,21
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,04)	0,02	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,03)
Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice	15,07	15,94	15,34	14,09	13,26	12,61

3.0 Événements récents

PANDÉMIE DE LA COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie de la COVID-19 et deux jours plus tard, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois. Tout comme dans l'ensemble du Mouvement Desjardins, nous plaçons la santé et la sécurité des employés, actionnaires, administrateurs, partenaires et clients au sommet de nos priorités.

Dans la foulée des recommandations des autorités gouvernementales et celles de Desjardins, le gestionnaire de CRCD, Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC), a mis en place plusieurs mesures préventives afin de ralentir la propagation de la COVID-19, tout en maintenant l'ensemble de son offre de service. Depuis le début de la pandémie, la totalité des employés de DC poursuivent leurs activités en télétravail.

PRINCIPALES MESURES D'ALLÈGEMENT FINANCIER AU BÉNÉFICE DES ENTREPRISES PARTENAIRES

Aujourd'hui, plus que jamais, nos entrepreneurs ont besoin de nous, et nous sommes là, à leurs côtés. L'ensemble de l'économie canadienne ressent le contrecoup financier lié à la pandémie de la COVID-19 et c'est particulièrement vrai dans le milieu entrepreneurial. Ayant à cœur la poursuite des activités de nos entreprises partenaires, nous avons offert une marge de manœuvre à celles susceptibles de rencontrer des difficultés financières et pouvant être directement touchées par la situation actuelle. Notre équipe est en action et en communication constante avec les entrepreneurs, et ce, depuis les débuts. Nous suivons l'évolution de la situation en temps réel et continuons d'ajuster notre accompagnement et nos mesures en fonction de celle-ci. Nous demeurons donc présents pour nos partenaires dans le contexte qui prévaut.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE CRCD

Vu le contexte exceptionnel, l'assemblée générale annuelle de CRCD, initialement prévue au Centre des congrès de Québec, s'est tenue comme annoncé le 27 mars 2020, mais en mode virtuel uniquement au moyen d'une web diffusion. Les actionnaires ont pu voter en direct ou à l'aide du formulaire de procuration notamment pour faire valoir leurs choix quant aux deux candidats aux postes d'administrateur en élection.

INCIDENCES DE LA PANDÉMIE

La pandémie a des effets perturbateurs sur l'économie mondiale en général, tout en provoquant une volatilité accrue des marchés financiers. Se référer à la section « Environnement économique » pour plus de détails.

Les mesures mises en place par les différents paliers gouvernementaux pour lutter contre la propagation du virus (y compris la distanciation sociale, la fermeture des commerces non essentiels, les restrictions de voyage, le confinement des ménages et les annulations de rassemblements et d'événements) pourraient avoir une incidence négative à plus long terme sur les entreprises ce qui occasionnerait un impact sur la situation financière, la rentabilité, et les résultats d'exploitation de CRCD. Il est cependant trop tôt pour en faire un estimé à plus long terme. Les divers programmes gouvernementaux offerts et les mesures d'allègement instaurés par CRCD devraient contribuer à limiter les impacts.

Le conseil d'administration de CRCD s'est réuni régulièrement depuis le début de la pandémie pour en surveiller l'évolution et les impacts sur les activités de CRCD. D'ailleurs, l'incertitude et la volatilité des marchés financiers se sont traduites par une augmentation du volume de rachat d'actions de CRCD pour le premier semestre de 2020 (188,1 M\$, comparativement à 50,6 M\$ pour la même période en 2019). Le conseil d'administration suit la situation des rachats dont le fort volume s'est principalement échelonné de la mi-mars à la fin mai.

Bien que CRCD détienne les liquidités nécessaires pour honorer tous les rachats demandés par ses actionnaires, un volume plus important de rachats, s'il devait perdurer, pourrait affecter la capacité de CRCD à remplir adéquatement sa mission de développement économique, tout en continuant à offrir un rendement raisonnable aux actionnaires à long terme. Cependant, avec le rythme actuel des rachats qui s'est stabilisé et est revenu à un niveau comparable à celui des dernières années, CRCD n'entrevoit aucun enjeu dans la poursuite de sa mission.

Finalement, compte tenu des incertitudes et des risques occasionnés par la COVID-19 pour l'économie locale, nationale et mondiale, ainsi que pour ses entreprises partenaires et ses activités, CRCD a dû réviser le calendrier de déploiement de ses priorités stratégiques pour 2020.

4.0 Aperçu

CRCD a clôturé son premier semestre 2020 avec une perte nette de 115,6 M\$ (bénéfice de 93,5 M\$ pour la même période en 2019), soit un rendement négatif non annualisé de 5,2 % (rendement de 4,4 % au 30 juin 2019) réduisant ainsi l'actif net par action de 0,87 \$ à 15,07 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2020. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à long terme à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement négatif non annualisé de 9,6 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020, comparativement à un rendement de 4,1 % pour la même période un an plus tôt. Ce rendement découle principalement de la baisse de rentabilité de plusieurs entreprises qui ont été grandement affectées par les perturbations économiques. En effet, les entreprises des trois secteurs suivants ont été plus durement touchées, soit, Commerce de détail (B2C), Automobile et Arts, spectacles et loisirs. Cela dit, la crise sanitaire et la mise en arrêt d'une partie de l'économie ont épargné certaines de nos entreprises partenaires qui ont connu une bonne performance, notamment dans les trois domaines que sont le Transport, logistique et entreposage, le Génie civil et les Services professionnels, scientifiques et techniques. Au 30 juin 2020, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 1 065,2 M\$ dont 90,3 M\$ ont été déboursés durant le premier semestre 2020. Au 30 juin 2020, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 188,6 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 40,3 M\$.

Le portefeuille des autres investissements, affiche un rendement non annualisé de 2,2 %. Ce rendement s'explique par une pondération importante des titres placés sur le marché obligataire qui a bien performé au cours du dernier semestre. Pour leur part, les fonds d'actions mondiales et d'actions canadiennes ont été affectés par les marchés boursiers. Pour la même période en 2019, le rendement non annualisé du portefeuille des autres investissements était de 6,6 %.

Au cours du semestre, les émissions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » se sont élevées à 0,3 M\$, soit le solde de l'émission 2019 qui s'est terminée le 23 janvier 2020. La période de souscription pour l'émission 2020 débutera à l'automne. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 188,1 M\$, ce qui représente une augmentation significative occasionnée par le contexte de la pandémie, comparativement à 50,6 M\$ pour le même semestre l'an dernier. Au 30 juin 2020, l'actif net s'élève à 2 005,1 M\$ et le nombre d'actionnaires était de 105 355. De plus, au 30 juin 2020, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 962,8 M\$. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport.

4.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province. La crise sanitaire qui sévit vient créer un sentiment d'urgence sur plusieurs aspects, tel la productivité, l'automatisation et le virage numérique.

De concert avec son gestionnaire DC, CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

4.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, nous contribuons à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, nous appuyons les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Nous soutenons également les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le fonds Desjardins Capital Transatlantique s.e.c qui a débuté ses opérations en 2018. Avec ce fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, une représentante de DC est présente sur le territoire français, en collaboration avec une centaine d'employés, pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en Europe, en ouvrant des bureaux ou en acquérant des concurrents.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de nos partenaires actuels et potentiels, nous assurons le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux reliés à la relève d'entreprise. La pandémie nous amène à adapter nos façons de faire à cet égard.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Notre offre, qui s'est avérée distinctive au fil des ans, fait une fois de plus ses preuves dans notre capacité d'accompagner nos entrepreneurs dans la situation actuelle, notamment grâce à des maillages ayant permis à des entreprises en portefeuille non seulement de s'entraider mais également de capitaliser sur des opportunités nées du contexte de la pandémie.

Qui plus est, nous offrons du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apporte une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actifs en la matière, nous offrons un accompagnement personnalisé aux entrepreneurs afin de faciliter la mise sur pied de comités consultatifs ou de conseils d'administration. Nous leur offrons des formations en entreprise ainsi que des conseils adaptés à leur réalité. De plus, nous pouvons compter sur un vaste réseau d'administrateurs chevronnés dont le rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

4.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 2020

Économie mondiale

L'économie mondiale affichait des signes d'amélioration au tournant de l'année, grâce, entre autres, à la baisse des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. L'éclosion de la COVID-19 en Chine a toutefois changé la donne. Dans un premier temps, l'économie chinoise a connu de réelles difficultés, avec une baisse annualisée de 33,8 % de son PIB réel au premier trimestre. La diminution de la demande chinoise et les problèmes d'approvisionnement ont été les premières conséquences pour l'économie mondiale. Toutefois, la propagation du coronavirus vers de multiples autres pays jusqu'à devenir une réelle pandémie a entraîné des difficultés encore plus graves pour l'évolution de l'activité économique sur la planète. La chute du tourisme, la fermeture temporaire de plusieurs services, puis les nécessaires mesures sanitaires et de confinement suggérées ou imposées par les autorités publiques de plusieurs pays ont provoqué des baisses notables des PIB réels au premier trimestre, donc un recul annualisé de 13,6 % en zone euro. À l'extérieur de la Chine, la situation s'est détériorée encore plus au deuxième trimestre avec des contractions annualisées d'environ 40 % de l'activité dans plusieurs pays, confirmant une récession mondiale. À partir du mois de mai, on a toutefois senti un début d'amélioration de la confiance des ménages et des entreprises. Un rebond de l'économie mondiale est attendu pour la deuxième moitié de 2020 et pour 2021, même si les niveaux d'activité prendront du temps avant de revenir à ceux d'avant la crise. La possibilité d'une importante deuxième vague de la COVID-19 représente toutefois un risque très important pour l'économie mondiale.

Alors que l'éclatement de la pandémie avait entraîné une chute dramatique des places boursières et un important élargissement des écarts de crédit au premier trimestre de 2020, le deuxième trimestre a plutôt été marqué par un rebond important de la valeur des actifs risqués. Les principaux indices boursiers américains ont ainsi enregistré leurs plus forts gains trimestriels depuis le commencement du nouveau millénaire alors que les titres technologiques se sont démarqués. Les écarts de crédit ont aussi fortement diminué, entraînant des gains importants pour les marchés obligataires. Cette bonne performance des marchés financiers est attribuable en grande partie aux banques centrales qui, en plus de faire baisser dramatiquement les taux d'intérêt, soutiennent la demande pour l'ensemble des actifs financiers en injectant massivement des liquidités, et même en achetant directement certains actifs plus risqués. L'amorce d'un déconfinement dans plusieurs économies a également contribué à rassurer les investisseurs.

Dans un contexte où la remontée de l'inflation et de l'activité économique s'annonce très graduelle et où les risques sanitaires risquent de perdurer, la Réserve fédérale américaine (FED) et la Banque du Canada s'engagent à continuer d'utiliser tous leurs outils pour soutenir la relance de l'activité économique et le bon fonctionnement des marchés financiers. Les taux directeurs nord-américains devraient ainsi demeurer stables pour plusieurs trimestres, ce qui favorisera le maintien de taux obligataires très faibles. L'abondance de liquidité et les bas taux d'intérêt pourraient continuer de soutenir la valeur de l'ensemble des actifs financiers.

États-Unis

Aux États-Unis, l'économie se montrait plutôt vigoureuse au début de 2020. Les baisses de taux directeurs décrétées en 2019 ainsi que la trêve de la guerre commerciale avec la Chine appuyaient les marchés et la confiance des ménages et des entreprises. La multiplication des cas de la COVID-19 à partir de la mi-mars a toutefois changé la donne. Les mesures de confinement volontaires ou imposées ont amené une baisse importante de l'activité économique. Après une baisse de 5,0 % au premier trimestre à rythme annualisé, le PIB réel américain a diminué de 32,9 % au deuxième trimestre, la pire contraction depuis au moins 1950. Il s'est perdu rapidement des millions d'emplois et le taux de chômage a bondi. Les États-Unis ont ainsi été officiellement déclarés en récession. Toutefois, la création d'emplois était déjà de retour en mai, et certains indicateurs ont commencé à remonter. L'économie américaine devrait afficher un rebond dès le troisième trimestre et la croissance devrait être forte en 2021. Cette amélioration est appuyée, entre autres, par le plan d'aide du gouvernement fédéral ainsi que par les mesures mises en place par la FED. La remontée récente des cas de la COVID-19 risque toutefois de nuire à la reprise de l'activité.

Canada

L'économie canadienne est frappée de plein fouet par les effets néfastes découlant de la COVID-19. Les mesures de confinement introduites dans toutes les provinces ont fortement entravé la production au pays et ont entraîné des fluctuations historiques au sein de l'économie. Cela s'est traduit par une baisse du PIB réel de 2,1 % (ou de 8,2 % à rythme annualisé) pour l'ensemble du premier trimestre. Après un mois d'avril très négatif, le début graduel du déconfinement observé un peu partout au pays a permis à l'économie canadienne de commencer sa reprise dès le mois de mai. La récupération de l'économie sera toutefois lente et graduelle. Même si le PIB réel par industrie est revenu en territoire positif en mai et en juin, les effets de base très négatifs découlant de la chute du PIB réel en mars et en avril feront que la moyenne du deuxième trimestre sera fortement négative. Ainsi, une baisse du PIB réel de 12,0 % (ou 40,0 % à rythme annualisé) pour l'ensemble du deuxième trimestre est attendue. Il va sans dire qu'il s'agira d'une chute historique du PIB réel canadien. Il faudra donc patienter au troisième trimestre avant que la reprise de l'économie soit apparente dans les résultats trimestriels. En moyenne, l'ensemble de l'année 2020 devrait se solder par une baisse du PIB réel d'environ 6 %. La reprise devrait se poursuivre l'an prochain et le PIB réel pourrait croître aux alentours de 5,0 %. Cela dit, les incertitudes sont encore très élevées. L'évolution de la pandémie sera évidemment déterminante dans la progression future de l'économie canadienne, et une seconde vague de la COVID-19 demeure possible.

Québec

Au Québec, comme un peu partout dans le monde, les statistiques économiques publiées pour le mois de mars ont commencé à refléter le début des mesures de confinement. Cela a entraîné une baisse radicale de l'activité à compter du premier trimestre. Le PIB réel a diminué de 2,7 % (ou de 10,3 % à rythme annualisé), soit la plus forte baisse trimestrielle depuis le début des statistiques en 1981. Les dépenses de consommation des ménages ont plongé de 11,1 %, les investissements non résidentiels des entreprises de 2,6 % et les dépenses résidentielles de 4,9 %. De plus, les exportations du Québec ont chuté de 11,8 % à rythme annualisé au premier trimestre. Ces chiffres reflètent l'ampleur du choc qui a débuté en mars pour les ménages et les entreprises. Les fermetures d'établissements scolaires et culturels ainsi que des entreprises non essentielles ont été maintenues pendant tout le mois d'avril, à l'exception de la construction résidentielle. Le PIB d'avril a chuté de 14,8 %, soit davantage que la baisse de 9,6 % en mars, et le plongeon du deuxième trimestre sera encore plus profond, même si les mois de mai et de juin s'annoncent positifs en raison du déconfinement progressif de l'économie. Le taux de chômage continue de s'éloigner du sommet de 17,0 % atteint en avril et la confiance des ménages a commencé à remonter la pente. Les dommages causés laisseront cependant de profondes cicatrices, et la récupération complète de l'activité économique prendra plusieurs trimestres.

5.0 Analyse de la performance financière par la direction

5.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche une perte nette de 115,6 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2020, soit un rendement négatif non annualisé de 5,2 %, comparativement à un bénéfice net de 93,5 M\$ (rendement non annualisé de 4,4 %) pour la même période en 2019. L'actif net par action a donc reculé à 15,07 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin du semestre, comparativement à 15,94 \$ à la fin de l'exercice 2019. À titre indicatif, au prix de 15,07 \$ entrant en vigueur le 13 août 2020, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,5 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 13 août 2013.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré respectivement un rendement négatif non annualisé de 9,6 % et un rendement non annualisé de 2,2 % pour le semestre terminé le 30 juin 2020. Pour la même période en 2019, ces rendements étaient respectivement de 4,1 % et de 6,6 %. Les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 0,8 % sur le rendement négatif non annualisé de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	Au 30 juin 2020			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 206	57,0	(9,6)	(5,3)
Autres investissements et encaisse (découvert bancaire)	910	43,0	2,2	0,9
	2 116	100,0	(4,4)	(4,4)
Charges, nettes des frais d'administration			(0,9)	(0,9)
Impôts sur les bénéfices			0,1	0,1
Rendement de CRCD			(5,2)	(5,2)

	Au 30 juin 2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 145	52,8	4,1	2,1
Autres investissements et encaisse	1 022	47,2	6,6	3,2
	2 167	100,0	5,3	5,3
Charges, nettes des frais d'administration			(0,9)	(0,9)
Impôts sur les bénéfices			-	-
Rendement de CRCD			4,4	4,4

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les passifs financiers et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Le contexte de la pandémie a eu des effets sur nos entreprises en portefeuille. Afin d'accompagner nos entreprises dans la poursuite de leurs activités, des mesures d'allègements, tel des moratoires sur le capital, intérêts et frais de gestion leur ont été proposées. Au total, 257 entreprises se sont prévaluées de ces mesures d'allègement. De plus, CRCD a limité ses nouveaux investissements au cours du deuxième trimestre afin de concentrer ses efforts sur les entreprises déjà en portefeuille et ayant besoin d'un réinvestissement pour la continuité de leurs affaires. Ayant concentré les efforts sur les entreprises déjà en portefeuille, le rythme des nouveaux investissements a ralenti au cours du deuxième trimestre, ralentissant ainsi notre plan de croissance.

En date de ce présent rapport, les différents paliers gouvernementaux ont assoupli certaines mesures pour limiter la propagation du virus, annoncées en mars dernier. La levée partielle de ces mesures permet une certaine forme de relance économique.

Des investissements de 99,2 M\$ et des cessions de 87,1 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 12,1 M\$. Ces investissements nets, combinés à des pertes nettes réalisées et non réalisées de 130,6 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 132,1 M\$ au 30 juin 2020 (1 250,6 M\$ au 31 décembre 2019). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 99,2 M\$ est attribuable aux investissements faits notamment dans trois entreprises pour un montant global de 47,0 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 19,1 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 188,6 M\$ au 30 juin 2020, comparativement à 237,0 M\$ au 31 décembre 2019. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2020 s'élevaient à 1 253,8 M\$ dans 142 entreprises, coopératives et fonds, dont 1 065,2 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2020, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 535 entreprises, coopératives et fonds.

Au cours du premier semestre 2020, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution négative de 117,3 M\$, soit un rendement négatif non annualisé de 9,6 %, comparativement à une contribution de 44,9 M\$ pour la même période en 2019 (rendement non annualisé de 4,1 %).

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2020	Semestre terminé le 30 juin 2019
Produits	13 847	14 864
Gains et pertes	(131 129)	30 044
	(117 282)	44 908

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. Les honoraires de négociation, représentant 1,6 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2020 (1,5 M\$ en 2019), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 7,9 M\$ pour le premier semestre de 2020 (7,3 M\$ en 2019), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

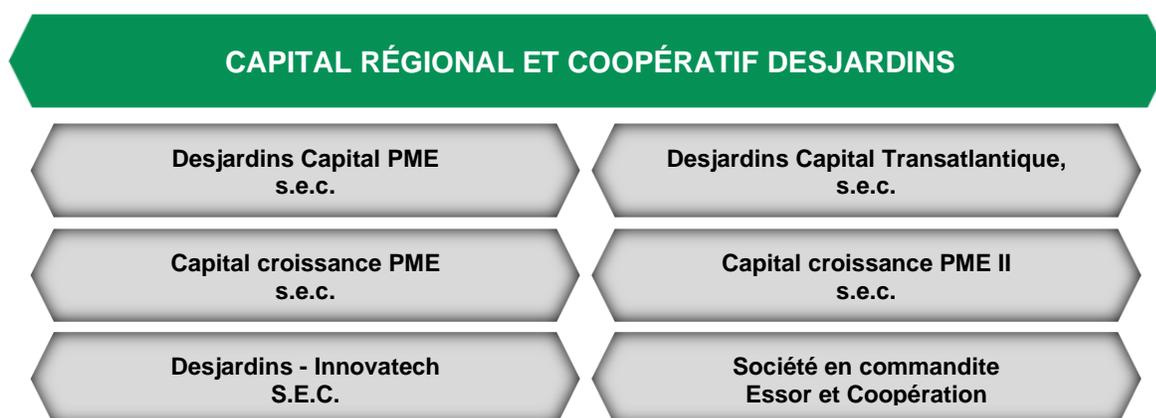
CRCD a enregistré, aux résultats du semestre, une perte réalisée et non réalisée de 131,1 M\$ comparativement à un gain de 30,0 M\$ pour la même période en 2019. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 30 juin 2020, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est dégradé comparativement à celui observé au 31 décembre 2019, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun leur mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

PRINCIPAUX FONDS DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont présentés ci-après :

- Le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME), créé le 1^{er} janvier 2018 a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 10 M\$. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués sur une base annuelle. Le 1^{er} janvier 2020, Desjardins Holding financier inc. (DHF), s'est ajouté comme commanditaire du fonds DCPME. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DCPME est de 39,9 %, alors que celui des deux autres commanditaires, soit Gestion privée Desjardins (GPD) et DHF sont respectivement de 56,6 % et de 3,5 %. Au 30 juin 2020, CRCD avait déboursé un montant de 84,8 M\$ (72,2 M\$ au 31 décembre 2019) permettant à un total de 135 entreprises et fonds de bénéficier de 244,9 M\$ engagés par le fonds DCPME.
- Conjointement avec la société française Groupe Siparex, le 4 juillet 2018, DC a créé deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 114 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique, géré par DC, est de 60,7 %. Au 30 juin 2020, CRCD avait déboursé 11,3 M\$ (11,3 M\$ au 31 décembre 2019) sur son engagement total de 34,8 M\$ (22,8 M€), permettant à huit entreprises de bénéficier de 15,7 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 39,0 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 30 juin 2020, un total de 23 coopératives bénéficiaient de 46,0 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,4 M\$ a été déboursé durant le premier semestre 2020, pour un déboursé cumulatif de 2,8 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisées dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la phase de commercialisation. Au 30 juin 2020, un total de 57 entreprises et fonds bénéficiaient de 64,1 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 30 juin 2020, CRCD avait déboursé 251,0 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 213 entreprises et fonds bénéficiaient de 183,4 M\$ engagés par les fonds CCPME au 30 juin 2020. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 461,4 M\$ dans 376 entreprises.

Au total, ce sont 535 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 429 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, au 30 juin 2020. De ce nombre, un total de 26 coopératives bénéficiaient d'engagements de 31,2 M\$. En date du 31 décembre dernier, CRCD et son écosystème contribuait au maintien et à la création de 80 000 emplois.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandites qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement par profil d'investissement

	Au 30 juin 2020			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	411	19,4	0,6	0,1
Équité	640	30,2	(17,1)	(5,3)
Fonds externes	49	2,3	0,4	-
Capital de risque	90	4,3	(2,3)	(0,1)
Sous-total Profils d'investissement	1 190	56,2	(9,7)	(5,3)
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	16	0,8	2,9	-
Total Écosystème	1 206	57,0	(9,6)	(5,3)

	Au 30 juin 2019			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	(M\$)	(%)	(%)	(%)
Dette	347	16,0	5,3	0,8
Équité	657	30,3	3,5	1,1
Fonds externes	43	2,0	4,3	0,1
Capital de risque	78	3,6	4,6	0,2
Sous-total Profils d'investissement	1 125	51,9	4,1	2,1
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	20	0,9	2,1	-
Total Écosystème	1 145	52,8	4,1	2,1

Le rendement négatif non annualisé de CRCD de 5,2 % pour le premier semestre terminé le 30 juin 2020, s'explique surtout par le profil d'investissements « Équité » qui affiche un rendement négatif non annualisé de 17,1 %. Ce rendement s'explique principalement par les difficultés rencontrées par des compagnies œuvrant dans trois secteurs d'activité plus durement touchés par la pandémie, soit, dans l'ordre, Arts, spectacles et loisirs, Commerce de détail (B2C) et Automobile. Le profil « Dette », avec un rendement non annualisé de 0,6 %, affiche une performance inférieure à celle de la même période en 2019. Cette diminution est expliquée par deux principaux facteurs, soit l'augmentation du risque de crédit de plusieurs entreprises en portefeuille, ce qui a mené à des escomptes sur les justes valeurs de celles-ci et l'augmentation des taux corporatifs entre les deux périodes.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers et des fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Il procure une base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 30 juin 2020, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse (découvert bancaire) mais excluant les contrats de change, totalisait 820,5 M\$ (1 003,0 M\$ au 30 juin 2019) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 30 juin 2020		Au 30 juin 2019	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse (découvert bancaire) et instruments de marché monétaire	(59,1)	(7,2)	32,7	3,3
Obligations	560,0	68,3	602,6	60,1
Fonds d'actions mondiales	102,4	12,5	163,0	16,2
Fonds d'actions canadiennes	44,6	5,4	74,0	7,4
Fonds immobiliers	110,3	13,4	100,2	10,0
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	62,3	7,6	30,5	3,0
Total Portefeuille	820,5	100,0	1 003,0	100,0

Au 30 juin 2020, 74 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (73 % au 30 juin 2019).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 40,9 % au terme du premier semestre 2020 (45 % au 30 juin 2019), une diminution s'expliquant principalement par le découvert bancaire totalisant 80,6 M\$ au 30 juin 2020 ainsi que par les désinvestissements effectués au portefeuille afin de répondre aux demandes de rachat des actions de CRCD. Les fonds engagés mais non déboursés de 188,6 M\$, représentant 9 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2020	Semestre terminé le 30 juin 2019
Produits	8 325	10 755
Gains et pertes	12 578	57 168
	20 903	67 923

Les produits sont composés principalement des intérêts et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les produits courants en baisse de 2,4 M\$ pour le premier semestre de 2020, comparativement à 2019, sont expliqués par la diminution du taux d'intérêt moyen effectif entre les deux périodes, conjugué à la décroissance du portefeuille, dû aux désinvestissements.

Les gains de 12,6 M\$ pour le premier semestre de 2020 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Le portefeuille obligataire a enregistré une plus-value de 41,6 M\$, les taux directeurs ayant chuté de 127 points de base depuis le début de l'année, en réponse aux effets de la crise sanitaire mondiale.
- Les marchés boursiers ont réagi à l'inverse, affectant particulièrement les fonds d'actions mondiales et canadiennes qui ont subi des moins-values de 26,3 M\$ ainsi que dans une moindre mesure les fonds immobiliers avec 4 M\$ de moins-value. Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché ont performé selon les attentes en période de tumultes avec un gain de 1 M\$.

La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Cependant, des mesures décrites dans la Loi ont été accordées à CRCD par le gouvernement provincial pour chacune des périodes d'émission 2018, 2019 et 2020. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

CRCD a obtenu le droit d'émettre 140 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour les émissions 2018, 2019 et 2020 et d'octroyer un taux de crédit d'impôt de 35 % pour l'acquisition de ces actions. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir ces actions, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

Dans le cadre de ces mêmes mesures, de nouvelles dispositions ont été accordées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. CRCD est autorisé, pour les périodes d'émission 2018, 2019 et 2020 à procéder à l'échange de ses actions actuelles de catégorie A « Émission » vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles de catégorie A « Émission », jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers de nouvelles actions de catégorie B « Échange » qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées.

Le capital-actions de CRCD comporte donc deux catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission » et la catégorie B « Échange ». La catégorie A permet par son émission de recueillir des liquidités tandis que la catégorie B vise à permettre l'échange des actions de la catégorie A.

La période de détention minimale des actions de CRCD, peu importe la catégorie, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription ou tout échange dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission ou d'échange autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour le premier semestre 2020 et l'exercice 2019, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 30 juin 2020, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 606,2 M\$ pour 133 070 603 actions ordinaires en circulation.

Au cours du semestre, CRCD a recueilli 0,3 M\$ en actions de catégorie A « Émission », soit le solde de l'émission 2019 qui s'est terminée le 23 janvier 2020 (0,4 M\$ pour le premier semestre 2019). La période de souscription 2020 débutera à l'automne.

La période d'inscription à l'échange pour l'année d'imposition 2020 est prévue débuter à l'automne et l'acceptation des demandes se fera au début de 2021.

Pour le premier semestre de 2020, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 188,1 M\$ (50,6 M\$ pour la même période en 2019). Cette augmentation significative a été occasionnée par le contexte de la pandémie qui a créé un certain niveau d'incertitude sur les marchés et a provoqué un rythme de rachat plus soutenu, principalement pour les mois de mars à mai.

Au 30 juin 2020, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 962,8 M\$. Au cours du deuxième semestre de 2020, aucune nouvelle action ne deviendra admissible au rachat car la vente des actions de l'émission 2013 avait été complétée avant le 30 juin 2013. Cette somme sera réduite du montant des actions rachetées au cours du deuxième semestre 2020 ainsi que par les souscriptions acceptées en actions de catégorie B « Échange » au cours du premier semestre de 2021.

Au 30 juin 2020, le nombre d'actionnaires était de 105 355 comparativement à 109 364 au 31 décembre 2019.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

Bien que pour la période d'émission 2021, CRCD est autorisé, conformément à la Loi, à émettre des actions de catégorie A « Émission » pour un montant équivalent aux rachats au coût de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$, il se pourrait que ce montant soit réduit advenant que CRCD ne respecte pas les cibles d'investissements (voir la section 5.2 « Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD » pour plus de détails).

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2020	Semestre terminé le 30 juin 2019
Frais de gestion	11 646	9 701
Autres frais d'exploitation	2 519	2 752
Services aux actionnaires	5 579	5 818
	19 744	18 271

CRCD a confié la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et de son portefeuille des autres investissements, à DC, aux termes d'une convention de gestion intervenue entre eux. En vertu de cette convention, CRCD verse à Desjardins Capital des frais de gestion équivalant à un taux maximum de 1,75 % (1,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées notamment à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. Malgré la réduction des actifs de CRCD, il y a une hausse des frais de gestion qui s'explique principalement par le fait que pour la même période en 2019, certains décalages dans les dépenses liées à la croissance avaient permis de générer des économies d'échelles plus importantes.

Les autres frais d'exploitation et les services aux actionnaires n'ont pas connu de variation significative entre les deux périodes. La principale charge dans le poste de services aux actionnaires est la rémunération versée par CRCD aux caisses en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net de CRCD et du niveau d'automatisation des transactions d'actions.

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'élève à 1,8 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2020, en hausse comparativement à la même période en 2019 (0,4 M\$ pour le premier semestre de 2019). La nature des produits a une influence importante sur la charge (recouvrement) d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020, les sorties de liquidités liées aux émissions nettes des rachats s'élèvent à 187,8 M\$ (sorties nettes de liquidités de 50,3 M\$ en 2019), l'augmentation entre les deux périodes est expliquée principalement par la hausse du volume de rachat d'actions durant le premier semestre de 2020. Les activités opérationnelles jumelées à des frais de développement d'une immobilisation incorporelle ont généré une entrée nette de liquidités de 72,9 M\$ (entrée nette de liquidités de 26,8 M\$ en 2019).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 90,3 M\$ pour le premier semestre 2020 (83,9 M\$ en 2019). Le portefeuille des autres investissements génère une entrée nette de liquidités de 74,0 M\$ comparativement à une entrée nette de liquidités de 76,3 M\$ pour la même période en 2019.

Au 30 juin 2020, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à (68,1M\$) (46,8 M\$ au 31 décembre 2019).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 M\$ au 30 juin 2020. Cette marge de crédit a été utilisée au cours du présent semestre et celle-ci totalise 80,6 M\$ au 30 juin 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019). Subséquemment au 30 juin 2020, le conseil d'administration de CRCD a autorisé l'augmentation du montant de la marge de crédit à 250 M\$.

Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, comme ce fût le cas à la suite au volume de rachat d'actions plus important que prévu durant le semestre, cette marge peut être utilisée, sur une base temporaire afin de faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

5.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de CRCD n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel. Dans le contexte actuel de la pandémie, CRCD maintient ceux-ci, mais certaines initiatives stratégiques pourraient être décalées.

En vertu de sa Loi, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont au terme de l'année financière 2020, avoir des investissements admissibles qui représentent, en moyenne, au moins 65 % de son actif net moyen de l'exercice financier précédent. Suite à l'évaluation du portefeuille IIEQ effectuée par CRCD, cette balise n'est pas atteinte au 30 juin 2020. Si, au 31 décembre 2020, malgré le suivi de la situation, CRCD fait défaut de se conformer à cette exigence, le montant de la souscription des actions de catégorie « A » pour la prochaine période de capitalisation serait limité à 87,5 % du montant par ailleurs autorisé.

5.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est spécifiquement confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités des comités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

Notons toutefois que des changements à la gouvernance de CRCD seront apportés en 2021 comme le prévoit le Projet de loi numéro 41 « Loi concernant principalement la mise en œuvre lors de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 » sanctionné par l'Assemblée nationale du Québec le 17 mars 2020. Ce projet de loi modifie plusieurs dispositions de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins. Au fil des dernières années, CRCD a procédé à la mise en application de plusieurs de ces dispositions par le biais de modifications à son Règlement intérieur et à ses chartes, mais celles qui ont trait à la composition de son conseil d'administration sont tenues d'entrer en vigueur qu'à compter de la prochaine assemblée générale annuelle prévue en mars 2021.

Ainsi, la nouvelle composition du conseil d'administration se répartira comme suit :

- Six personnes seront nommées par la présidence de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;
- Trois personnes seront élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Trois personnes seront nommées par les neuf membres nommés précédemment, dont deux que ces membres jugeront représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Un administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les douze administrateurs.

5.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 13 août 2020.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobiliers détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 30 juin 2020 est de 972,7 M\$ (956,6 M\$ au 31 décembre 2019). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 21,6 M\$ (46,0 M\$ au 31 décembre 2019) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 560,0 M\$ (536,0 M\$ au 31 décembre 2019) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse 38,4 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,8 % du prix de l'action de CRCD au 30 juin 2020 (37,1 M\$ pour 1,7 % au 31 décembre 2019). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 41,6 M\$ représentant une augmentation de 2,0 % du prix de l'action (40,2 M\$ pour 1,8 % au 31 décembre 2019). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, limitant ainsi l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobiliers d'une juste valeur de 110,3 M\$ (112,1 M\$ au 31 décembre 2019) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 232,5 M\$ (243,9 M\$ au 31 décembre 2019), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 281,0 M\$ (271,0 M\$ au 31 décembre 2019), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation des sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2020, les fonds d'actions mondiales et canadiennes d'une valeur de 147,0 M\$ (236,9 M\$ au 31 décembre 2019), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 14,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,7 % du prix de l'action de CRCD.

Les fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 62,3 M\$ au 30 juin 2020 (60,9 M\$ au 31 décembre 2019) sont exposés dans une moindre mesure à la variation des marchés boursiers car ils minimisent le risque au marché. De plus, ces fonds représentent une faible exposition sur le portefeuille. Ainsi toute variation n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 16,4 M\$ (23,9 M\$ au 31 décembre 2019). Ainsi, pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 1,6 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 62,4 M\$ soit 3,1 % de l'actif net au 30 juin 2020, comparativement à 80,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2019.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2020, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 37,8 M\$ US (51,7 M\$ US au 31 décembre 2019) au taux de 1,3694 \$ CA/\$ US (1,3142 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2019), de même que des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 8,3 M€ (8,6 M€ au 31 décembre 2019) au taux de 1,5438 \$ CA/€ (1,4666 \$ CA/€ au 31 décembre 2019) et ce, le 30 septembre 2020. Au 30 juin 2020, CRCD n'a aucun collatéral sur ses contrats de change (aucun au 31 décembre 2019).

Au 30 juin 2020, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 1,6 M\$ (0,9 M\$ au 31 décembre 2019). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 97,1 M\$ (205,5 M\$ au 31 décembre 2019). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 9,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,5 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés. Au 30 juin 2020, les impacts générés par la pandémie de la COVID-19 ne sont pas reflétés, pour la grande majorité des investissements à impact économique québécois et des fonds engagés non déboursés, dans le risque de crédit. En effet, puisque les impacts de celles-ci sont relativement récents, les documents financiers de nos entreprises en portefeuille ne reflètent pas, pour la majorité, les effets de la pandémie de la COVID-19.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la dégradation du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 033 342	91,3	1 180 364	94,5
7 à 9	À risque	65 693	5,8	51 724	4,1
10	À haut risque et en insolvabilité	32 528	2,9	17 879	1,4

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes		Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	184 170	97,7	234 455	98,9
7 à 9	À risque	1 875	1,0	2 554	1,1
10	À haut risque et en insolvabilité	2 533	1,3	-	-

Pour le portefeuille obligataire, représentant 68,2 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (54,0 % au 31 décembre 2019), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
	(en milliers de \$)		(en milliers de \$)	
AAA	214 829		226 045	
AA	200 672		176 336	
A	89 663		80 991	
BBB	54 773		52 660	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	36,6	24,1	33,5	21,6
Autres investissements ⁽²⁾	41,6	18,7	44,8	19,2

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 64 % (64 % au 31 décembre 2019) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 56 % (47 % au 31 décembre 2019) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2020, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 57,0 % de l'actif net (55,1 % au 31 décembre 2019).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment la détention de titres étrangers au niveau du portefeuille des autres investissements. Au 30 juin 2020, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 88,2 % de titres canadiens (79,4 % au 31 décembre 2019). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2020, le portefeuille des autres investissements représente 40,9 % de l'actif net (43,2 % au 31 décembre 2019).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2020, les titres obligataires représentent 27,9 % de l'actif net (23,2 % au 31 décembre 2019). La hausse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle d'une part, d'une diminution de l'actif net au 30 juin 2020 par rapport au 31 décembre 2019, et, d'autre part, de la diminution de la juste valeur attribuée à d'autres catégories de titres, dont les fonds d'actions mondiales et canadiennes.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

Compte tenu du solde élevé des actions rachetables de CRCD, des mesures temporaires annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettant aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$ jusqu'en 2020, cette initiative prévoyait une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois en diminuant les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Souscription » pour les détails.

Cette initiative a bien été accueillie par les actionnaires alors que les sommes autorisées pour l'échange 2018 et 2019 ont été entièrement écoulées. Le contexte de la pandémie au premier semestre de 2020 a entraîné une augmentation des demandes de rachat d'actions. Les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années ont donc été utilisées au cours du premier semestre de 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019) afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités pour maintenir les sommes disponibles liées aux engagements en investissements à impact économique québécois.

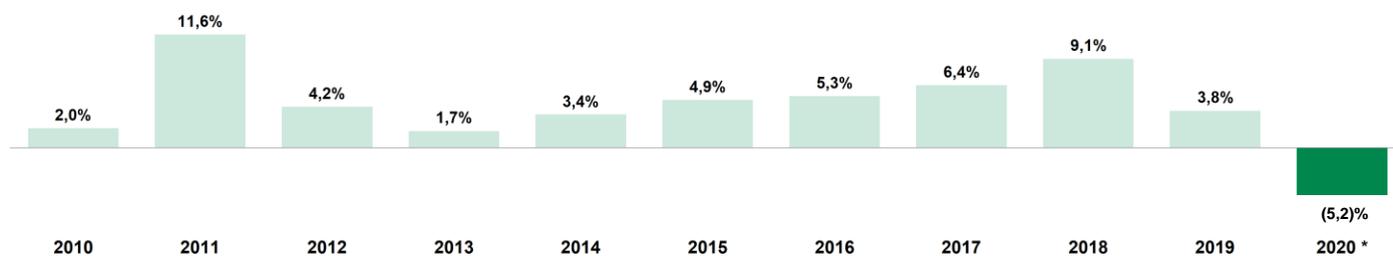
CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

6.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

6.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2020. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



*Rendement négatif non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020.

6.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 30 juin 2020

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action ordinaire sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,4 %	4,0 %	4,3 %	3,0 %	(5,9) %

7.0 Aperçu du portefeuille

7.1 Principaux profils d'investissement

Au 30 juin 2020, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	20,7
Équité	28,3
Fonds externes	2,4
Capital de risque	4,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,8
Total – Investissements à impact économique québécois	57,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse (découvert bancaire) et instruments de marché monétaire	(2,9)
Obligations	27,9
Fonds d'actions mondiales	5,1
Fonds d'actions canadiennes	2,2
Fonds immobiliers	5,5
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	3,1
Total – Autres investissements	40,9

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 97,9 % des profils d'investissements et 2,1 % des autres éléments d'actifs.

7.2 Principaux investissements détenus

Au 30 juin 2020, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 30 juin 2020	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs*	33,0
Fiducie du Canada pour l'habitation	5,4
Gouvernement du Canada	5,1
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,9
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	2,7
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,6
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	2,5
Hydro-Québec	2,2
Province de l'Ontario	2,2
Fonds CC&L Q Marché neutre	2,1
Province de la Saskatchewan	1,7
Province du Manitoba	1,5

* Les 14 émetteurs représentant collectivement 33,0 % de l'actif net de CRCD sont :

Agropur Coopérative
 Avjet Holding inc.
 Capital Croissance PME II s.e.c.
 Desjardins - Innovatech S.E.C.
 Desjardins Capital PME s.e.c.
 Exo-s-inc.
 Groupe ameublement E-Solutions inc.
 Groupe Filgo inc.
 Groupe Industries Fournier inc.
 Groupe Norbec inc.
 Groupe SJM inc.
 Groupe Solotech inc.
 Société en commandite Essor et Coopération
 Sollio Groupe Coopératif (anc. La Coop fédérée)

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 13 août 2020

8.0 Rapport de la direction

Le 13 août 2020

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 13 août 2020. Établis selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA
Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
30 juin 2020 et 2019
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les six mois terminés les 30 juin 2020 et 2019, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD, qui comprennent :

- les bilans au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019;
- les états individuels du résultat global pour les six mois terminés les 30 juin 2020 et 2019;
- les états des variations de l'actif net pour les six mois terminés les 30 juin 2020 et 2019;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les six mois terminés les 30 juin 2020 et 2019;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

(Signé) "PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l."

Montréal (Québec)
Le 13 août 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 131 563	1 249 967
Autres investissements	8	901 692	992 746
Immobilisations incorporelles	10	6 472	4 466
Impôts sur le bénéfice	19	37 455	32 486
Comptes débiteurs	11	18 549	32 699
Encaisse	12	-	6 961
		2 095 731	2 319 325
PASSIF			
Passifs financiers	13	2 583	2 252
Impôts sur le bénéfice	19	77	168
Comptes créditeurs	14	7 361	8 439
Découvert bancaire	12	80 626	-
		90 647	10 859
ACTIF NET	16	2 005 084	2 308 466
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		133 070 603	144 849 327
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		15,07	15,94

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Bernard Bolduc, B.A.A. Finance, administrateur

(signé) Marlène Deveaux, B.A., M.A., ASC, administratrice

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)	Notes	2020 \$	2019 \$
PRODUITS			
Intérêts	7 et 8	12 780	13 584
Dividendes et distributions		7 979	10 498
Frais d'administration		172	96
		20 931	24 178
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		50 482	20 134
Non réalisés		(169 033)	67 078
		(118 551)	87 212
TOTAL DES PRODUITS ET DES GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS		(97 620)	111 390
CHARGES			
Frais de gestion		11 646	9 701
Autres frais d'exploitation	18	2 519	2 752
Services aux actionnaires	18	5 579	5 818
		19 744	18 271
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS		(117 364)	93 119
Recouvrement d'impôts sur le bénéfice	19	(1 767)	(381)
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) DE LA PÉRIODE		(115 597)	93 500
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		139 206 840	139 731 711
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ORDINAIRE		(0,83)	0,67

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)	Capital-actions (note 16)						Non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	131 551 585	1 529 277	13 297 742	199 445	144 849 327	1 728 722	579 744	2 308 466
Perte nette de la période	-	-	-	-	-	-	(115 597)	(115 597)
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	18 377	294	-	-	18 377	294	-	294
Rachat d'actions ordinaires	(11 797 101)	(122 771)	-	-	(11 797 101)	(122 771)	(65 308)	(188 079)
Échange d'actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE AU 30 JUIN 2020	119 772 861	1 406 800	13 297 742	199 445	133 070 603	1 606 245	398 839	2 005 084
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	141 391 214	1 577 431	-	-	141 391 214	1 577 431	591 373	2 168 804
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	-	-	93 500	93 500
Opérations sur le capital-actions⁽²⁾								
Émission d'actions ordinaires	24 792	363	-	-	24 792	363	-	363
Rachat d'actions ordinaires	(3 327 156)	(34 314)	-	-	(3 327 156)	(34 314)	(16 302)	(50 616)
Échange d'actions ordinaires	(6 790 166)	(67 831)	6 790 166	99 612	-	31 781	(31 781)	-
SOLDE AU 30 JUIN 2019	131 298 684	1 475 649	6 790 166	99 612	138 088 850	1 575 261	636 790	2 212 051

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net (perte nette) de la période	(115 597)	93 500
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	118 551	(87 212)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(547)	(593)
Amortissement des immobilisations incorporelles	526	183
Impôts différés	(91)	257
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(3 413)	(360)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(4 969)	(4 840)
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(12 360)
Comptes débiteurs	1 632	586
Comptes créditeurs	(1 878)	1 457
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(90 340)	(83 936)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	97 551	45 452
Acquisition d'autres investissements	(648 462)	(425 570)
Produit de la cession d'autres investissements	722 444	501 918
	75 407	28 482
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 532)	(1 721)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires	294	363
Rachat d'actions ordinaires	(188 079)	(50 616)
	(187 785)	(50 253)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(114 910)	(23 492)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	46 780	41 253
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	(68 130)	17 761
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	9 603	12 933
Dividendes et distributions reçus	8 098	10 537
Impôts sur les bénéfices payés	(3 293)	(16 562)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- L'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les autres administrateurs.

Des changements à la gouvernance de CRCD entreront en vigueur dès la prochaine assemblée générale annuelle comme le prévoit le *Projet de loi numéro 41*, sanctionné par l'Assemblée nationale du Québec le 17 mars 2020. Se référer à la section 5.3 « Gouvernance » du rapport de gestion pour plus de détails.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % (64 % au 31 décembre 2019) de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente.

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements (suite)

Investissements (suite)

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice. Au 30 juin 2020, selon les estimés, la première cible se situe sous le seuil du 65 % établi par la Loi. Puisque l'atteinte de cette cible sera déterminée à la fin de l'exercice et dépendra de l'évolution des investissements au prochain semestre, il n'y a aucune incidence pour la période terminée le 30 juin 2020.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 août 2020.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, le découvert bancaire ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers individuels sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 2 – Mode de présentation (suite)

Événement important

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie de la COVID-19. Le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois. Le gouvernement du Canada a, quant à lui, instauré différentes mesures de protection au cours du premier trimestre 2020. Cette situation et les mesures mises en place ont de nombreuses répercussions économiques sur les plans mondial, national, provincial et local. CRCD a mis en place des mesures d'allègement pour les entreprises en portefeuille qui auraient de la difficulté à faire face à leurs obligations financières.

La pandémie de la COVID-19 a entraîné de nouvelles sources d'incertitudes ayant une incidence sur les jugements posés ainsi que sur les estimations et les hypothèses formulées par CRCD aux fins de l'établissement des états financiers. Se référer à la note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses pour plus de détails. La pandémie de la COVID-19 a accru la volatilité des marchés financiers. La durée et l'ampleur de son impact sur les économies locale et mondiale, les marchés de capitaux, les secteurs d'activités et les émetteurs dans lesquels CRCD investit sont incertaines pour le moment. CRCD suit de près l'évolution de la pandémie et son incidence sur ses résultats et sur sa situation financière.

Le contexte de la pandémie au premier semestre 2020 a entraîné une augmentation des demandes de rachats d'actions de CRCD. De par son portefeuille des autres investissements, CRCD dispose des liquidités nécessaires pour honorer les rachats d'actions et effectuer les investissements pour soutenir les compagnies en portefeuille. Afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, les facilités de crédit mises en place depuis plusieurs années ont été utilisées.

Note 3 – Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Le découvert bancaire et les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'il est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Immobilisations incorporelles

Le développement informatique est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées à l'interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminuées, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Dépréciation des immobilisations

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

e) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

f) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

f) Constatation des produits (suite)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

g) Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

h) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 3 – Principales méthodes comptables (suite)

h) Impôts (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

i) Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

COVID-19 – jugements significatifs, estimations et hypothèses

L'évolution de la pandémie de la COVID-19 et de la reprise économique apportent davantage d'incertitudes au niveau des hypothèses retenues. Les données d'entrées non observables utilisées au 30 juin 2020 ont été ajustées pour tenir compte des impacts potentiels de la COVID-19 en fonction des informations et des données disponibles à cette date.

Dans le contexte de la pandémie, il est très difficile pour les entreprises de prévoir des flux monétaires futurs. Pour déterminer la juste valeur de certaines des participations en actions participantes, CRCD a estimé le moment auquel les activités de l'entreprise seront revenues à la normale, à moins que leur continuité d'exploitation soit remise en question. Les hypothèses sur la durée de la période de crise des entreprises en portefeuille, ont été effectuées en classifiant celles-ci en fonction de leur industrie permettant d'estimer un impact financier faible, moyen ou élevé, en lien avec la pandémie.

La durée et l'ampleur de l'impact économique de la pandémie sur les résultats futurs des compagnies en portefeuille sont impossibles à déterminer avec certitude. Il existe un risque que les hypothèses utilisées et les projections retenues par CRCD aux fins de la détermination de la juste valeur des investissements à impact économique québécois qui ne sont pas négociés sur un marché actif diffèrent des résultats réels, ce qui pourrait occasionner une volatilité accrue de la juste valeur des instruments financiers et de l'actif net au cours des prochains semestres.

Note 5 – Modifications comptables futures

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 30 juin 2020 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCQ ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur
Non garantis			
Actions ordinaires	338 831	(37 503)	301 328
Actions privilégiées	307 912	46 210	354 122
Parts de fonds	252 797	61 054	313 851
Prêts et avances	142 336	(1 360)	140 976
Billet ⁽¹⁾	2 825	83	2 908
Garantis			
Prêts et avances	20 538	(2 160)	18 378
Total	1 065 239	66 324	1 131 563

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	303 952	103 767	407 719
Actions privilégiées	307 166	62 494	369 660
Parts de fonds	252 274	72 321	324 595
Prêts et avances	135 533	(2 189)	133 344
Billet ⁽¹⁾	2 461	297	2 758
Garantis			
Prêts et avances	13 478	(1 587)	11 891
Total	1 014 864	235 103	1 249 967

⁽¹⁾ Le 28 septembre 2017, CRCQ s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCQ sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCQ et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 42,0 M\$ (48,5 M\$ au 31 décembre 2019) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 11,1 M\$ (12,6 M\$ au 31 décembre 2019).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 7,9 % (8,7 % au 31 décembre 2019). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période terminée le 30 juin 2020, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 6,3 M\$ (4,9 M\$ pour la période terminée le 30 juin 2019). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits et à la détérioration du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,4 années (4,0 années au 31 décembre 2019), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 11,2 M\$ (32,5 M\$ au 31 décembre 2019).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 30 juin 2020				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	569 757	21 853	591 610	5 392	597 002
Services	194 562	(10 100)	184 462	13 200	197 662
Innovations technologiques	45 298	(6 566)	38 732	625	39 357
Fonds	255 622	61 137	316 759	169 361	486 120
Total	1 065 239	66 324	1 131 563	188 578	1 320 141

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2019				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	533 581	83 238	616 819	41 449	658 268
Services	174 660	85 908	260 568	900	261 468
Innovations technologiques	33 288	(6 661)	26 627	4 929	31 556
Fonds	273 335	72 618	345 953	189 731	535 684
Total	1 014 864	235 103	1 249 967	237 009	1 486 976

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2020 (6 mois) \$	2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 et après \$	Total \$
95 650	32 749	18 241	16 992	24 946	188 578

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 30 juin 2020		Au 31 décembre 2019	
	Nombre	Juste Valeur \$	Nombre	Juste Valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	8	202 568	9	254 725
Entités associées				
Entreprises partenaires	28	222 842	28	296 890
Fonds	11	292 404	11	319 537

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 45 % (2 % et 45 % au 31 décembre 2019) pour les entités associées. Au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et une entité associée. Au cours des périodes terminées les 30 juin 2020 et 2019, CRCD n'a reçu aucun dividende significatif d'une filiale.

Au 30 juin 2020, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 % (13 % et 100 % au 31 décembre 2019).

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2020		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	203 195	8 377	211 572
Provinciales, municipales ou garanties	201 470	14 360	215 830
Institutions financières	57 977	3 127	61 104
Sociétés	66 457	4 974	71 431
	529 099	30 838	559 937
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	21 570	-	21 570
Contrats de change ⁽²⁾	-	580	580
Fonds d'actions canadiennes	42 325	2 254	44 579
Fonds d'actions mondiales	101 839	602	102 441
Fonds immobiliers	110 120	138	110 258
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	61 327	1 000	62 327
Total	866 280	35 412	901 692

	Au 31 décembre 2019		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	212 266	(1 812)	210 454
Provinciales, municipales ou garanties	189 104	4 870	193 974
Institutions financières	72 338	2 358	74 696
Sociétés	54 611	2 297	56 908
	528 319	7 713	536 032
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	46 037	-	46 037
Contrats de change ⁽²⁾	-	850	850
Fonds d'actions canadiennes	55 058	7 731	62 789
Fonds d'actions mondiales	158 642	15 440	174 082
Fonds immobiliers	108 046	4 016	112 062
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	60 979	(85)	60 894
Total	957 081	35 665	992 746

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2020			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	13 026	35 830	480 243	529 099
Valeur nominale	12 992	35 845	492 109	540 946
Juste valeur	13 045	36 754	510 138	559 937
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,35 %	1,55 %	2,23 %	2,16 %
Taux moyen effectif	0,98 %	1,56 %	2,13 %	2,07 %

	Au 31 décembre 2019			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	8 010	6 695	513 614	528 319
Valeur nominale	8 265	6 735	518 832	533 832
Juste valeur	8 258	6 858	520 916	536 032
Taux moyen nominal ⁽³⁾	1,83 %	3,20 %	2,36 %	2,36 %
Taux moyen effectif	1,93 %	3,32 %	2,48 %	2,48 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de bons du Trésor, de papiers commerciaux, d'acceptations bancaires et de billets de dépôt au porteur.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 37,8 M\$ US (51,7 M\$ US au 31 décembre 2019) et un notionnel de 8,3 M€ (8,6 M€ au 31 décembre 2019) ont une échéance de trois mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 97,1 M\$ (205,5 M\$ au 31 décembre 2019).

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 6,5 M\$ (8,6 M\$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019).

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCDD mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2020 (6 mois) \$	2021 \$	2022 \$	2023 \$	2024 et après \$	Total \$
-	2 000	-	-	-	2 000

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 30 juin 2020			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	16 427	-	1 115 136	1 131 563
Autres investissements	626 201	165 233	110 258	901 692
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	10 513	10 513
Total des actifs financiers	642 628	165 233	1 235 907	2 043 768
Passifs financiers	-	-	2 583	2 583

	Au 31 décembre 2019			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	23 877	-	1 226 090	1 249 967
Autres investissements	698 923	181 761	112 062	992 746
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	23 031	23 031
Total des actifs financiers	722 800	181 761	1 361 183	2 265 744
Passifs financiers	-	-	2 252	2 252

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2020 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2019).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2019	1 226 090	112 062	23 031	(2 252)
Gains (pertes) réalisés	34 708	-	4 059	(331)
Gains (pertes) non réalisés	(161 284)	(3 878)	-	-
Acquisitions/émissions	99 153	2 074	1 314	-
Cessions/remboursements	(83 531)	-	(17 891)	-
Juste valeur au 30 juin 2020	1 115 136	110 258	10 513	(2 583)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 30 juin 2020	(151 402)	(3 878)	-	-

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2018	1 061 668	96 428	36 925	(4 726)
Gains (pertes) réalisés	6 366	-	1 543	(230)
Gains (pertes) non réalisés	17 468	1 499	-	-
Acquisitions/émissions	87 933	2 261	-	-
Cessions/remboursements	(48 623)	-	(2 160)	-
Juste valeur au 30 juin 2019	1 124 812	100 188	36 308	(4 956)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements les passifs financiers détenus au 30 juin 2019	14 911	1 499	-	-

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2020			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	75 693	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,3 % à 15,4 % (9,5 %)
Actions non participantes	207 798	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,5 % à 12,2 % (6,9 %)
Actions participantes majoritaires	186 801	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,3 % à 13,3 % (11,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,7 % à 27,0 % (13,4 %)
	36 415	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	145 625	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,4 % à 17,2 % (10,5 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,6 % à 39,9 % (17,6 %)
	43 694	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	75 497	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	26 854	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 908	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	313 851	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 115 136			
Autres investissements – Fonds immobiliers	110 258	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	10 513	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,3 % à 9,0 % (7,4 %)
Passifs financiers	(2 583)	Diverses	-	

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2019

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	80 366	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,7 % à 15,1 % (9,7 %)
Actions non participantes	212 062	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 14,5 % (6,2 %)
Actions participantes majoritaires	161 635	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,8 % à 12,5 % (11,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 9,2 % à 26,9 % (13,0 %)
	82 085	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	39 206	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	138 520	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 19,0 % (10,5 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,5 % à 25,9 % (14,2 %)
	99 257	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	69 621	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	15 985	Autres ⁽³⁾	-	-
Billet	2 758	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	324 595	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 226 090			
Autres investissements – Fonds immobiliers	112 062	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois	23 031	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (4,1 %)
Passifs financiers	(2 252)	Diverses	-	

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,2 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

	Développement informatique (\$)
Coût	
Au 31 décembre 2018	1 096
Acquisition	3 808
Au 31 décembre 2019	4 904
Acquisition	2 532
Au 30 juin 2020	7 436
Amortissement cumulé	
Au 31 décembre 2018	(73)
Amortissement	(365)
Au 31 décembre 2019	(438)
Amortissement	(526)
Au 30 juin 2020	(964)
Valeur nette comptable	
Au 30 juin 2020	6 472
Au 31 décembre 2019	4 466

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 718	8 729
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	10 513	23 031
Autres	318	939
Total	18 549	32 699

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 9,1 M\$ (19,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 8,6 M\$ (13,5 M\$ au 31 décembre 2019) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Encaisse (Découvert bancaire)	(80 626)	6 961
Instruments de marché monétaire	12 496	39 819
Total	(68 130)	46 780

Note 13 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2020, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 2,6 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (2,3 M\$ au 31 décembre 2019).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

Note 14 – Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 683	6 364
Montant à payer sur les acquisitions des autres investissements	800	-
Autres	1 878	2 075
Total	7 361	8 439

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 15 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 200,0 M\$ au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 % (0,75 % au 30 juin 2020) et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2020, un montant de 82,0 M\$ était prélevé sur cette marge de crédit (aucun montant prélevé au 31 décembre 2019). De plus, cette marge de crédit a été utilisée jusqu'à un montant de 128,2 M\$ au cours du premier semestre 2020 (aucune utilisation au cours de l'exercice 2019). Subséquemment au 30 juin 2020, le conseil d'administration de CRCD a autorisé l'augmentation du montant de la marge de crédit à 250,0 M\$.

Note 16 – Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2021, CRCD est autorisé à recueillir un montant annuel maximal de 140 M\$ en actions de catégorie A « Émission » et à procéder à l'échange des actions de catégorie A « Émission » détenues depuis au moins sept ans en actions de catégorie B « Échange » pour une valeur maximale de 100 M\$.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émis

L'actif net de CRCD au 30 juin 2020 s'élève à 2 005,1 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	*Solde en M\$			Rachat possible à compter de
	Actions « Émission »	Actions « Échange »	Total	
2001 à 2013	962,9	-	962,9	Aujourd'hui
2014	78,7	-	78,7	2021
2015	185,4	-	185,4	2022
2016	156,2	-	156,2	2023
2017	146,9	-	146,9	2024
2018	143,4	102,1	245,5	2025
2019	131,5	98,0	229,5	2026
Actif net	1 805,0	200,1	2 005,1	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2020.

Note 17 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 18 – Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2020 \$	2019 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	1 303	1 468
Honoraires pour services professionnels	338	454
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	278	306
Honoraires d'audit	93	93
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	65	84
Marketing	13	238
Autres charges	429	109
Total	2 519	2 752
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	1 095	1 114
Communication de l'information aux actionnaires	282	276
Frais de distribution	2 731	2 614
Frais informatiques	1 462	1 606
Autres charges	9	208
Total	5 579	5 818

Note 19 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2020		2019	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles (recouvrement)	(1 676)	-	(638)	-
Différés	(91)	-	257	-
Total	(1 767)	-	(381)	-

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2020 \$	2019 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % (39,6% en 2019)	(46 359)	36 875
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	48 504	(34 180)
Dividendes non imposables	(2 357)	(3 318)
Autres	(1 555)	242
Total	(1 767)	(381)

Note 19 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2020 \$	Au 31 décembre 2019 \$
Actif		
Impôts en main remboursables	27 351	26 019
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	10 104	6 467
Total	37 455	32 486
Passif		
Impôts différés – frais d'émission et de distribution	3 689	3 385
Impôts différés – autres	(3 766)	(3 553)
Total	(77)	(168)

CRCD s'attend à recouvrer 14,8 M\$ (9,9 M\$ au 31 décembre 2019) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % (1,75 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. Des discussions sont actuellement en cours en vue du renouvellement ou de la prolongation de l'entente.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Des discussions sont actuellement en cours en vue du renouvellement ou de la prolongation de l'entente.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020. Des discussions sont actuellement en cours en vue du renouvellement ou de la prolongation de l'entente.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Des discussions sont actuellement en cours en vue du renouvellement ou de la prolongation de l'entente. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.

Note 20 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2020			Au 31 décembre 2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	580	580	-	830	830
Immobilisations incorporelles	-	6 472	6 472	-	4 466	4 466
Comptes débiteurs	-	11	11	-	2	2
Encaisse	-	-	-	-	7 079	7 079
Passif						
Comptes créditeurs	1 815	3 791	5 606	2 022	5 510	7 532
Découvert bancaire	-	79 871	79 871	-	-	-

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin					
	2020			2019		
	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DC \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	-	-	-	6	6
Gains (pertes) sur investissements	-	(3 674)	(3 674)	-	2 993	2 993
Charges						
Frais de gestion	11 646	-	11 646	9 701	-	9 701
Autres frais d'exploitation	-	1 265	1 265	-	1 358	1 358
Services aux actionnaires	-	5 288	5 288	-	5 334	5 334

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins, Groupe Technologies Desjardins, Fiducie Desjardins, Desjardins Société de placement et Desjardins Gestion internationale d'actifs. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 254 000 \$ (253 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2020



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (« Relevé du coût ») ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût* du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du Relevé du coût au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note afférente au Relevé du coût, qui décrit la méthode de comptabilité appliquée. Le Relevé du coût a été préparé afin de se conformer aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du Relevé du coût

La direction est responsable de la préparation du Relevé du coût conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un Relevé du coût exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502



Lors de la préparation du Relevé du coût, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du coût

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le Relevé du coût pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du Relevé du coût prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le Relevé du coût comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans le Relevé du coût au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

(Signé) "PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l."

Montréal (Québec)
Le 13 août 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Abitibi-Témiscamingue						
9212-9402 Québec inc. (Construction Francis Roy inc.)	2019	S	-	500	-	500
Groupe financier Pentagone inc.	2019	S	-	1 000	-	1 000
Manufacture Adria inc. (Adria Power Systems)	2020	M	-	500	-	500
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	105	-	-	105
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	125
Total Abitibi-Témiscamingue			230	2 000	-	2 230
Bas-Saint-Laurent						
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	124	-	124
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	536	-	536
Total Bas-Saint-Laurent			-	660	-	660
Capitale-Nationale						
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	-	200	-	200
AxesNetwork Solutions inc.	2019	IT	-	-	1 569	1 569
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	2 951	-	-	2 951
Congébec Logistique II inc.	2015	S	-	-	5 491	5 491
Flash Romeo inc. (Voilà)	2019	IT	-	660	-	660
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	-	-	750
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 773	6 691	-	21 464
Jobillico inc.	2015	S	1 020	4 750	-	5 770
Laserax inc.	2020	M	-	992	-	992
Latéral Innovations inc.	2019	M	-	259	-	259
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	-	836	-	836
Qohash inc.	2019	IT	1 000	-	-	1 000
TB4 inc.	2019	S	-	308	-	308
Total Capitale-Nationale			20 494	14 696	7 060	42 250
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	-	-	3 732
CBR Laser inc.	2012	M	-	9 382	-	9 382
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	924	200	-	1 124
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	-	20 000
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	3 740
Total Centre-du-Québec			35 896	9 582	-	45 478
Chaudière - Appalaches						
CareMedic System inc.	2020	IT	-	206	-	206
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 800	3 800
Fertilec ltée	2019	M	-	500	-	500
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	-	517	-	517
Groupe Filgo inc.	2012	S	11 680	-	-	11 680
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	-	-	17 000
Hortau inc.	2010	M	2 617	-	-	2 617
Industries Amisco ltée (Les)	2018	M	17 220	-	-	17 220
Industries Radisson inc. (Les)	2019	M	-	517	-	517
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 811	1 075	-	3 886
Ressorts Liberté inc.	2019	M	22 500	5 853	-	28 353
Total Chaudière - Appalaches			73 828	8 668	3 800	86 296

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Estrie						
Bestar inc.	2020	M	25 626	10 071	-	35 697
Clôtures Orford inc.	2019	S	-	393	-	393
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	237	-	237
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	500	-	-	500
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	-	-	20 572
FiSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	11 964	2 738	-	14 702
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	542	260	2 302
Kemestrie inc.	2010	IT	527	-	-	527
Technologie Demtroys inc.	2019	M	-	414	-	414
Technologie Leadfox inc.	2019	IT	-	1 363	-	1 363
Total Estrie			61 980	15 758	260	77 998
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Les Entreprises Leblanc 3 inc.	2018	S	-	509	-	509
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	509	-	509
Hors Canada						
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	201	-	2 451
Technologies Xpertdoc inc.	2018	S	3 000	1 016	-	4 016
Total Lanaudière			5 250	1 217	-	6 467
Laval						
Ionodes inc.	2019	IT	-	416	-	416
Total Laval			-	416	-	416
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc.	2013	S	-	285	-	285
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Total Mauricie			17	285	-	302
Montérégie						
9349-6347 Québec inc. (Habitations Trigone)	2019	S	-	18 321	-	18 321
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	8 224	-	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	5 589	-	-	5 589
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 114	-	-	6 114
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 185	-	1 185
Collaboration Québec, coopérative de solidarité en ingénierie et construction (A.E.F.)	2020	S	250	-	-	250
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 741	817	36 789
Groupe Jafaco Gestion inc.	2019	M	-	9 778	-	9 778
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	800	-	8 250
Groupe Nutri inc.	2018	M	15 000	-	-	15 000
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	2 589	-	-	2 589
Jus Dose inc.	2019	M	1 000	750	-	1 750
NSE Automatech inc.	2013	M	2 639	-	-	2 639
Systèmes Architecturaux Unicel	2017	M	6 000	963	-	6 963
Valtech Fabrication inc.	2017	M	14 146	3 577	-	17 723
Volaille Novo inc.	2017	M	-	2 308	-	2 308
Total Montérégie			178 179	39 423	817	218 419

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
10337803 Canada inc. (Arbell Electronics inc.)	2019	S	-	-	2 315	2 315
9337-4791 Québec inc (Motorleaf)	2018	IT	866	-	-	866
9493662 Canada inc (Ananda Devices)	2019	IT	750	-	-	750
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))	2019	IT	-	872	-	872
Agence 360 inc.	2016	S	12 692	500	-	13 192
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 469	-	1 269	3 738
Alaya Soins inc.	2019	IT	1 030	-	-	1 030
Brainbox AI inc.	2020	IT	-	2 041	-	2 041
Courchesne, Larosé Itée	2015	M	-	6 300	-	6 300
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	42	-	-	42
Emovi inc.	2018	M	1 078	-	-	1 078
Entreprise Nexmoov inc.	2018	IT	-	1 615	-	1 615
Exploration Azimut inc.	2019	M	185	-	-	185
Fluent.ai inc.	2019	IT	-	1 368	-	1 368
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	-	-	22 217
Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	16 236	-	32 486
Groupe Solotech inc.	2013	S	30 332	-	-	30 332
Imagia Cybernétique inc.	2019	IT	1 447	-	-	1 447
Keatext inc.	2018	IT	-	1 374	-	1 374
Laboratoires Delve inc.	2020	IT	-	763	-	763
MedHelper inc.	2020	IT	-	287	-	287
Moka Technologies financières inc. (anc. Mylo)	2017	IT	4 075	1 003	-	5 078
NeuroServo inc.	2020	M	-	156	-	156
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	-	1 051	6 135
o3d inc.	2019	IT	-	260	-	260
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	2 868	-	-	2 868
Phildan inc.	2015	M	8 250	3 057	-	11 307
Potloc inc.	2018	IT	2 815	-	-	2 815
Prevu3D inc.	2020	IT	750	-	-	750
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	544	-	544
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.	2019	S	788	-	-	788
Sofdesk inc.	2019	IT	1 000	-	-	1 000
Sollio Groupe Coopératif (anc. La Coop fédérée)	2005	M	95 000	-	-	95 000
Solution Santé Préventive Haleo inc.	2019	IT	-	130	-	130
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	585	271	-	856
Technologies Heyday inc.	2019	IT	500	1 012	-	1 512
Technologies Wrik inc.	2020	IT	-	2 000	-	2 000
Tekalia Aéronautik (2010) inc.	2019	S	3 108	-	-	3 108
Télécon inc.	2011	S	45 441	-	-	45 441
Total Montréal			259 622	39 789	4 635	304 046
Nord-du-Québec						
Harfang Exploration inc.	2019	M	100	-	-	100
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	150	-	-	150
Ressources Sirios inc.	2019	M	150	-	-	150
Stelmine Canada Itée	2019	M	98	-	-	98
Total Nord-du-Québec			498	-	-	498
Outaouais						
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	-	-	3 462	3 462
Construction Michel Lacroix inc. / Michel Lacroix Construction inc.	2019	S	-	425	-	425
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	-	206	-	206
Total Outaouais			-	631	3 462	4 093

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
11077422 Canada inc. (Congèlerie l'Héritier)	2019	M	-	1 000	-	1 000
9366-5099 Québec inc. (Voie maltée Laurier)	2018	S	-	-	504	504
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
L.S.M. Son & Lumières inc.	2019	S	-	518	-	518
Nature ALU inc.	2019	M	-	1 026	-	1 026
Osblock inc.	2020	M	-	361	-	361
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 375	-	-	1 375
S.E.C. Lokia Sélection Sherbrooke	2019	S	-	5 502	-	5 502
Senneco inc.	2013	S	-	295	-	295
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 389	8 702	504	17 595
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	-	-	-	-
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	66 266	-	-	66 266
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	F	7 106	-	-	7 106
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	33 755	2 825	-	36 580
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	84 806	-	-	84 806
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	11 335	-	-	11 335
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	1 704	-	-	1 704
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	2 747	-	-	2 747
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	850	-	-	850
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	3 412	-	-	3 412
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	10 205	-	-	10 205
Fonds Ecofuel I, S.E.C.	2018	F	842	-	-	842
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	25	-	-	25
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	2 476	-	-	2 476
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	24 572	-	-	24 572
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	2 696	-	-	2 696
Total Fonds			252 797	2 825	-	255 622
Total au coût			899 540	145 161	20 538	1 065 239

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
S: Services
IT: Innovations technologiques
F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 30 juin 2020.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2020

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (62,1 %)				
Obligations fédérales et garanties (23,5 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2020-09-15, 0,53 %	4 000	4 002	4 002
	2025-06-15, 0,95 %	20 300	20 253	20 575
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 158	10 821
	2026-09-15, 1,90 %	37 600	36 869	40 191
	2027-06-15, 2,35 %	1 480	1 622	1 634
	2028-03-15, 2,35 %	11 800	12 696	13 112
	2028-12-15, 2,65 %	4 250	4 823	4 858
	2029-09-15, 2,10 %	12 000	12 148	13 239
Gouvernement du Canada	2025-03-01, 1,25 %	825	858	859
	2025-09-01, 0,50 %	16 482	16 553	16 595
	2026-06-01, 1,50 %	8 625	9 162	9 195
	2027-06-01, 1,00 %	30 367	30 084	31 585
	2028-06-01, 2,00 %	12 000	13 205	13 450
	2029-06-01, 2,25 %	3 660	4 195	4 226
	2030-06-01, 1,25 %	18 770	19 956	20 080
	2041-06-01, 4,00 %	1 344	1 974	2 126
	2045-12-01, 3,50 %	2 000	2 892	3 128
	2048-12-01, 2,75 %	1 000	1 333	1 435
	2050-12-01, 0,50 %	392	412	461
Total obligations fédérales et garanties		196 895	203 195	211 572
Obligations provinciales, municipales ou garanties (23,9 %)				
Hydro-Québec	2028-08-15, 1,65 %	9 500	8 315	8 497
	2029-02-15, 1,93 %	18 000	15 256	15 934
	2030-02-15, 2,07 %	23 000	18 865	19 868
Municipal Finance Authority of British Columbia	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 005	3 257
Omers Finance Trust	2029-05-14, 2,60 %	800	799	865
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	3 330	3 329	3 649
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 401	3 721
	2030-09-01, 2,00 %	3 000	2 982	3 161
Province de la Saskatchewan	2026-06-02, 2,55 %	7 985	8 042	8 677
	2028-12-02, 3,05 %	6 500	6 693	7 393
	2030-06-02, 2,20 %	16 215	16 093	17 333
	2046-12-02, 2,75 %	750	724	835
Province de l'Alberta	2026-06-01, 2,20 %	1 500	1 498	1 594
	2027-06-01, 2,55 %	4 400	4 329	4 776
	2030-06-01, 2,05 %	6 650	6 469	6 939
	2043-12-01, 3,45 %	235	277	286
	2050-06-01, 3,10 %	1 400	1 555	1 676
Province de l'Ontario	2026-06-02, 2,40 %	10 004	9 962	10 828
	2028-12-02, 1,70 %	28 000	24 272	24 873
	2040-06-02, 2,43 %	9 450	5 845	6 241
Province de Québec	2025-09-01, 2,75 %	3 700	3 684	4 058
	2026-09-01, 2,50 %	9 400	9 272	10 260
	2028-12-01, 2,04 %	6 100	5 143	5 419
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2029-06-02, 2,85 %	3 000	3 134	3 278
	2050-10-17, 2,65 %	1 500	1 483	1 516

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations provinciales, municipales ou garanties (suite)				
Province du Manitoba	2027-06-02, 2,60 %	10 000	9 757	10 957
	2028-06-02, 3,00 %	10 400	10 266	11 744
	2030-06-02, 2,05 %	5 000	4 997	5 286
	2046-09-05, 2,85 %	1 250	1 228	1 423
Province du Nouveau-Brunswick	2027-08-14, 2,35 %	2 500	2 417	2 696
	2030-06-03, 2,50 %	1 775	1 387	1 501
Translink	2030-07-03, 1,60 %	800	800	804
Ville de Montréal	2029-09-01, 2,30 %	3 500	3 499	3 735
	2030-09-01, 1,75 %	2 000	1 993	2 035
Ville de Toronto	2030-12-02, 1,60 %	500	500	504
	2039-09-24, 2,60 %	200	199	211
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		218 844	201 470	215 830
Obligations d'institutions financières (6,8 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-04-17, 2,00 %	916	915	936
Banque de Montréal	2021-03-31, 1,88 %	2 750	2 774	2 776
	2026-12-09, 2,70 %	8 300	8 077	9 014
Banque Royale du Canada	2021-03-15, 2,03 %	2 000	2 004	2 020
	2024-07-25, 2,74 %	450	450	465
	2025-05-01, 1,94 %	1 333	1 333	1 361
	2025-06-30, 2,09 %	825	825	827
	2025-07-16, 4,93 %	1 500	1 621	1 772
	2027-01-28, 2,33 %	2 430	2 430	2 536
Banque Scotia	2025-02-03, 2,16 %	6 760	6 758	6 964
	2026-12-02, 2,62 %	5 500	5 556	5 953
Banque Toronto-Dominion	2025-03-13, 1,94 %	1 000	1 000	1 023
	2025-04-22, 3,11 %	500	500	526
	2027-01-26, 3,06 %	3 640	3 639	3 853
bcIMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	654
Brookfield Properties Partners	2026-11-15, 3,93 %	174	174	170
CI Financial	2027-06-27, 3,90 %	350	341	354
Crombie Real Estate Investment Trust	2027-04-21, 3,92 %	273	273	280
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	1 900	1 874	1 953
Fiducie de placement immobilier Allied Properties	2029-11-21, 3,12 %	150	150	150
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	750	742	767
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2027-03-21, 2,85 %	726	726	744
	2029-03-11, 3,53 %	1 910	1 910	2 032
	2029-12-04, 2,98 %	348	348	354
	2049-09-04, 3,83 %	29	29	28
First Capital Realty	2027-04-12, 3,75 %	800	800	790
Fonds de placement immobilier RioCan	2027-01-10, 2,36 %	479	479	460
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 %	1 500	1 469	1 584
	2029-09-20, 3,53 %	430	430	438
Great-West Lifeco	2027-11-28, 3,34 %	500	496	558
HCN Canadian Holdings-1 LP	2026-11-15, 2,95 %	180	180	178
IA Groupe Financier	2026-09-24, 3,07 %	413	413	433
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 706
John Deere Canada Funding	2020-07-13, 1,60 %	2 242	2 242	2 243
John Deere Finance	2026-10-16, 2,58 %	740	740	787
OMERS Realty	2027-07-04, 3,24 %	2 500	2 488	2 780
Société financière IGM	2026-10-26, 3,44 %	600	591	635
Toyota Credit Canada	2020-07-24, 0,78 %	1 000	1 000	1 000
Total obligations d'institutions financières		58 098	57 977	61 104

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (7,9 %)				
407 International	2027-02-04, 2,43 %	1 650	1 567	1 743
	2049-09-07, 2,84 %	668	667	698
Aéroports de Montréal	2049-10-21, 3,03 %	60	60	65
Alectra	2027-02-17, 2,49 %	1 000	956	1 066
Algonquin Power & Utilities	2028-10-29, 4,60 %	2 900	2 899	3 274
AltaGas	2025-05-10, 2,16 %	761	761	767
AltaLink	2026-02-28, 2,75 %	1 360	1 344	1 468
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2029-01-03, 2,73 %	1 180	1 171	1 264
	2039-04-17, 2,75 %	507	506	520
Bell Canada	2029-06-10, 2,90 %	900	846	957
	2030-02-14, 2,50 %	7 476	7 463	7 662
	2050-03-30, 3,50 %	484	484	504
BMW Canada	2021-06-15, 1,83 %	1 000	1 004	1 004
Brookfield Asset Management	2026-12-16, 3,80 %	2 950	2 834	3 165
Brookfield Infrastructure Partners	2029-07-09, 3,41 %	1 650	1 650	1 696
Brookfield Renewable Energy Partners	2049-05-05, 4,29 %	1 250	1 248	1 403
Bruce Power	2030-03-21, 4,00 %	524	524	587
Canadian Utilities	2049-03-07, 2,96 %	595	595	637
Compagnies Loblaw	2028-09-11, 4,49 %	1 100	1 119	1 316
	2030-02-07, 2,28 %	605	605	616
Enbridge	2026-05-10, 3,00 %	1 000	971	1 059
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 707
	2028-04-12, 6,63 %	750	750	811
	2028-11-22, 3,52 %	800	800	880
	2029-05-09, 2,37 %	500	498	528
	2029-07-03, 2,99 %	1 899	1 898	1 984
	2030-01-01, 2,90 %	326	326	357
Enbridge Gas Distribution	2025-06-11, 3,31 %	2 000	2 004	2 189
Énergir	2027-02-16, 2,10 %	338	338	350
EPCOR Utilities	2049-11-19, 2,90 %	151	151	160
FortisAlberta	2046-03-21, 3,34 %	50	49	57
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 %	975	955	1 040
Hydro One	2025-11-26, 2,77 %	3 150	3 120	3 385
	2029-11-28, 2,16 %	2 300	2 240	2 393
	2049-08-28, 2,71 %	630	629	648
Lower Mattagami Energy	2026-10-21, 2,31 %	1 300	1 275	1 371
Metro	2027-09-06, 3,39 %	470	470	520
	2050-02-28, 3,41 %	162	162	167
NAV Canada	2030-02-28, 2,06 %	482	482	496
	2051-03-29, 2,92 %	12	12	13
North West Redwater Partnership	2027-03-01, 2,80 %	2 543	2 470	2 655
Ontario Power Generation	2030-01-08, 3,22 %	152	152	167
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 169	1 241
	2027-03-15, 4,24 %	2 300	2 336	2 557
	2029-01-03, 3,62 %	807	832	863
	2048-10-03, 4,54 %	200	212	217
	2049-11-28, 4,67 %	7	7	8
Reliance	2026-01-15, 3,75 %	370	369	383
Rogers Communications	2027-01-31, 3,65 %	333	331	369
	2029-02-01, 3,25 %	1 000	991	1 094
Saputo	2027-04-15, 2,24 %	626	626	632
Shaw Communications	2026-12-01, 3,80 %	500	491	552
	2030-09-09, 2,90 %	915	913	942
	2049-06-29, 4,25 %	25	25	27
Suncor Énergie inc.	2029-02-24, 3,10 %	500	468	517
	2030-01-09, 5,00 %	80	80	94

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
TELUS	2026-05-08, 2,75 %	1 120	1 119	1 181
	2027-11-27, 2,35 %	250	249	256
	2027-12-01, 3,63 %	1 500	1 475	1 668
Toromont Industries	2027-07-27, 3,84 %	750	750	821
Toronto Hydro	2029-09-11, 2,43 %	380	380	409
TransCanada PipeLines	2027-02-05, 3,80 %	700	699	772
	2048-01-03, 4,18 %	286	295	316
Transcanada Trust	2027-05-18, 4,65 %	1 000	912	983
Union Gas	2025-06-17, 3,19 %	1 000	997	1 090
	2027-08-22, 2,88 %	1 000	976	1 090
Total obligations de sociétés		67 109	66 457	71 431
Total obligations		540 946	529 099	559 937
Instruments de marché monétaire (2,4 %)				
Alectra	2020-07-17, 0,31 %	2 750	2 750	2 750
AltaLink	2020-07-29, 0,41 %	2 500	2 499	2 499
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2020-07-20, 1,81 %	1 500	1 499	1 499
Banque Nationale du Canada	2020-08-05, 0,38 %	2 331	2 330	2 330
Banque Royale du Canada	2020-09-03, 0,32 %	1 000	999	999
Banque Scotia	2020-07-13, 0,55 %	1 500	1 500	1 500
	2020-09-03, 0,33 %	500	500	500
	2020-09-16, 0,28 %	750	750	750
Banque Toronto-Dominion	2020-09-04, 1,24 %	1 500	1 497	1 497
Groupe TMX	2020-07-16, 0,31 %	3 000	3 000	3 000
Province de l'Ontario	2020-09-09, 0,24 %	2 250	2 247	2 247
Province de Québec	2020-08-14, 0,24 %	2 000	1 999	1 999
Total instruments de marché monétaire		21 581	21 570	21 570
Contrats de change (0,1 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2020-09-30, 1,36935 \$ CA/\$ US	37 800	0	451
	2020-09-30, 1,543775 \$ CA/ €	8 278	0	129
Total contrats de change			0	580
			Nombre de parts	
Fonds d'actions canadiennes (4,9 %)				
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		1 652	20 671	22 762
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		913	21 654	21 817
Total fonds d'actions canadiennes			42 325	44 579
Fonds d'actions mondiales (11,4 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		4 310	50 764	53 227
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		2 567	51 075	49 214
Total fonds d'actions mondiales			101 839	102 441

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Description	Nombre de parts	Coût \$	Juste Valeur \$
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (6,9 %)			
Fonds CC&L Q Marché neutre	192	40 320	41 304
Fonds DGIA Marché neutre	2 012	21 007	21 023
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		61 327	62 327
Fonds immobiliers (12,2 %)			
Fonds CORE Fiera Immobilier	44	52 919	51 934
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy	7 135	57 201	58 324
Total fonds immobiliers		110 120	110 258
Total autres investissements (100,0 %)		866 280	901 692

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2020

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c.	50,00				
Abitibi-Témiscamingue					
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	7	-	7
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	555	-	555
Ressources Cartier inc.		44	-	-	44
Total Abitibi-Témiscamingue		44	562	-	606
Capitale-Nationale					
Planifika inc.		-	-	75	75
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	-	75	825
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	119	119
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	57	-	57
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	26	-	26
Total Centre-du-Québec		-	83	119	202
Chaudière - Appalaches					
Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)		-	-	75	75
Fenêtres Sélection inc.		-	18	-	18
Humaco Acoustique inc.		-	44	-	44
Investissements Mika inc. (Les)		-	-	186	186
Productions Horticoles Demers (Les)		250	-	-	250
Serres Demers inc. (Les)		-	-	324	324
Umano Medical inc.		-	28	-	28
Total Chaudière - Appalaches		250	90	585	925
Côte-Nord					
9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)		600	-	-	600
Carrosserie Baie-Comeau inc.		-	-	37	37
Construction Leclerc et Pelletier inc.		-	-	11	11
Entreprises G.M. Mallet inc. (Les)		-	-	74	74
Sécurgence inc.		-	-	87	87
Total Côte-Nord		600	-	209	809

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Estrie					
6358331 Canada inc. (Groupe OEM)		458	-	-	458
Innotex inc.		-	67	-	67
Pieux Vistech - Postech inc.		-	459	-	459
S.E.2 inc.		125	-	-	125
Total Estrie		583	526	-	1 109
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		291	-	-	291
Total Fonds		291	-	-	291
Laval					
8376905 Canada inc. (Paramédic)		-	198	-	198
Total Laval		-	198	-	198
Mauricie					
Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.		75	-	54	129
Investissements Bédard-Hallé inc.		-	-	530	530
Total Mauricie		75	-	584	659
Montérégie					
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	491	491
Comax, coopérative agricole		600	-	-	600
Industries M.R. inc. (Les)		-	-	30	30
Total Montérégie		600	-	521	1 121
Montréal					
9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)		-	1 339	-	1 339
Balcon Idéal inc.		-	105	-	105
CTA de Negotium		-	423	-	423
DEK Canada inc.		518	133	-	651
Ge-ber Transport inc.		-	-	40	40
LVL Studio inc.		625	-	904	1 529
Total Montréal		1 143	2 000	944	4 087

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
Nord-du-Québec					
9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	31	-	31
Exploration Midland inc.		32	-	-	32
Némaska Lithium inc.		9	-	-	9
Ressources GéoMégA inc.		18	-	-	18
Total Nord-du-Québec		59	31	-	90
Outaouais					
Gestion S. Kelly (Métro Kelly)		300	-	489	789
Total Outaouais		300	-	489	789
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
4145275 Canada inc. (Chlorophylle)		200	-	138	338
9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)		-	-	29	29
Denis Lavoie & fils Ltée		-	-	134	134
Garage Georges Beaudoin inc.		-	-	17	17
Location A.L.R. inc.		-	-	212	212
Métatube (1993) inc.		-	34	-	34
Sécuor inc.		-	25	-	25
Sports Guy Dumas inc.		36	-	-	36
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		236	59	530	825
		4 931	3 549	4 056	12 536
Fonds engagés mais non déboursés					119
Total Capital croissance PME s.e.c.					12 655

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	800	468	-	1 268
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	-	1	1
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	75	-	75
	Ace services mécaniques inc.	-	43	-	43
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	750	-	750
	Centre de camping et propane d'Amos	-	246	-	246
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	36	89	125
	Corporation aurifère Monarques	158	-	-	158
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	29	-	29
	Groupe minier Cmac-Thyssen inc.	-	17	-	17
	Hôtel des Eskers inc.	-	167	-	167
	Maison des Viandes inc.	-	162	-	162
	Minière Osisko inc.	35	-	-	35
	Probe Metals inc.	88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.	87	-	-	87
	Ressources Falco ltée	141	-	-	141
	Ressources minières Radisson inc.	103	-	-	103
	Ressources Yorbeau inc. (Les)	53	-	-	53
	Total Abitibi-Témiscamingue	1 465	1 993	90	3 548
	Bas-Saint-Laurent				
	9091-4532 Québec inc. (Cotech)	-	313	-	313
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	73	-	73
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	326	326
	Gestion AFM-Séma inc.	1 943	184	-	2 127
	Gestion Brasa inc.	-	137	971	1 108
	Groupe PVP inc.	250	75	-	325
	Les Finesses d'Alsace inc.	-	75	-	75
	Location Jesna inc.	-	200	151	351
	Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	-	-	468	468
	Service Diron inc.	-	99	-	99
	Total Bas-Saint-Laurent	2 193	1 156	1 916	5 265

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Capitale-Nationale				
	9166-4789 Québec inc. (RE/MAX Référence 2000)	-	-	284	284
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	125	125
	9295-4874 Québec inc. (Naterro - Santé, pharma et cie)	-	127	-	127
	9306-5779 Québec inc. (Ventilation CDR inc.)	-	184	-	184
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	164	164
	Capilex-Beauté Itée	-	-	102	102
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	171	-	1 483
	Entreprises Pol R inc.	2 713	-	-	2 713
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 218	-	1 218
	Lasertech industries inc.	-	261	-	261
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	768	768
	Multi Options Nursing inc.	-	40	-	40
	Panthera Dental inc.	188	-	-	188
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	369	369
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	269	-	269
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	164	-	-	164
	Total Capitale-Nationale	4 377	2 270	1 812	8 459
	Centre-du-Québec				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-	83
	Advantag Canada inc.	-	75	213	288
	Davinci Compass inc.	-	-	348	348
	Distribution Pro-Excellence	-	300	-	300
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	87	-	87
	Lacal Technologie inc.	-	258	-	258
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 395	1 395
	Réfléc inc.	-	60	-	60
	Sipromac II inc.	-	-	162	162
	Total Centre-du-Québec	1 883	780	2 118	4 781

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Chaudière - Appalaches				
	Emballages E.B. Itée (Les)	-	319	-	319
	F. Charest Itée	-	-	558	558
	Gestion Maître C inc.	1 550	-	-	1 550
	Groupe Audaz inc.	-	147	-	147
	Groupe Lou-Tec inc.	-	124	-	124
	Humaco Acoustique inc.	-	261	-	261
	I. Thibault inc.	-	13	-	13
	Industries et équipements Laliberté (Les)	-	291	-	291
	Productions Horticoles Demers (Les)	188	737	-	925
	Résidence intermédiaire Fortier inc.	-	86	-	86
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	33	33
	Transport St-Agapit inc.	-	-	357	357
	Total Chaudière - Appalaches		1 738	948	4 664
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc. (Portes et fenêtres Vaillancourt)	-	-	62	62
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	-	83	-	83
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	Total Côte-Nord		83	187	270
	Estrie				
	6358331 Canada inc. (Groupe OEM)	-	23	-	23
	9316-3251 Québec inc. (Éco-Pak inc.)	-	-	281	281
	Attraction inc.	-	225	-	225
	Avizo Experts-Conseils inc.	-	336	-	336
	Fruits et légumes de l'Éstrie (Les)	-	17	-	17
	Innotex inc.	-	121	-	121
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	296	-	296
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Pieux Vistech - Postech inc.	375	457	-	832
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Total Estrie		850	703	3 028

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	156	156
	9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)	-	263	-	263
	Construction L.F.G. inc.	-	-	1 375	1 375
	Entreprises Larebel inc. (Les)	-	125	-	125
	Hôtel Baker Itée	125	-	-	125
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	125	388	1 531	2 044
	Lanaudière				
	Artotech Intégration inc.	-	-	8	8
	Cryos Technologies inc.	837	475	-	1 312
	La Fromagerie Champêtre inc.	911	-	-	911
	Nouveau Monde Graphite inc.	193	-	-	193
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	225	225
	Total Lanaudière	1 941	475	233	2 649
	Laurentides				
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	98	-	98
	Distribution Multi Online inc.	-	570	-	570
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	380	-	2 380
	Technoflex International inc.	350	185	-	535
	Total Laurentides	2 350	1 233	-	3 583
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	298	-	298
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	67	-	67
	Norseco inc.	-	247	-	247
	Numesh inc.	-	1 300	-	1 300
	Total Laval	-	1 912	-	1 912
	Mauricie				
	Aliments Prémont inc.	-	249	-	249
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	-	48	48
	Maison Jamy inc.	-	20	79	99
	Placements Le Belvédère inc.	-	564	2 992	3 556
	Somnus Société de gestion inc.	-	-	145	145
	Total Mauricie	-	833	3 264	4 097

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
31-12-2019	50,00				
Capital croissance PME II s.e.c. (suite)					
Montérégie					
3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	75	75
9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)		-	-	75	75
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 360	-	1 360
9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)		-	396	-	396
Acam Transport inc.		-	-	1 438	1 438
Acema Importations inc.		-	18	-	18
Alarme S.P.P. inc.		-	-	97	97
Autobus Bibeau inc.		-	-	143	143
Autobus Dufresne inc.		-	94	-	94
Brosses Lacasse inc. (Les)		-	-	50	50
Cloisons Corflex inc. (Les)		-	505	-	505
Constructions 3P inc.		-	425	-	425
Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)		-	146	-	146
Groupe Bertrand Éditeurs inc.		-	-	187	187
Groupe Grégor inc.		-	-	1 066	1 066
Groupe Helios inc.		1 500	552	-	2 052
Groupe Thomas Marine inc.		-	-	550	550
Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)		-	1 258	-	1 258
Industries B. Rainville inc.		-	-	150	150
Logicmed inc.		-	-	337	337
MTL Technologies inc.		-	323	-	323
Placements F.I. inc.		-	467	-	467
Pro Action Diesel inc.		-	-	160	160
Rotoplast inc.		-	455	-	455
W. Côté & fils ltée		-	-	750	750
Total Montérégie		1 500	5 999	5 078	12 577

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	11309692 Canada inc. (Circle6 Solutions)		270	-	270
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	338	338
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)		-	131	131
	9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)		-	70	70
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)		-	129	129
	C.R.H. Oral Design inc.		-	97	97
	Centre du rasoir (Groupe CDREM inc.)		-	395	395
	Corporation Ressources Pershimes (anc. Exploration Khalkos)		50	-	50
	Datsit sphère inc.		1 000	1 296	2 296
	Éditions Info Presse inc.		-	195	195
	Exploration Azimut inc.		126	-	126
	Faspac Plastiks inc.		-	425	425
	G. & S. Fer-Aluminium inc.		-	311	311
	Groupe Bugatti inc. (Le)		-	1 373	1 373
	Groupe Gorski Itée		-	489	489
	Groupe Shemie inc.		-	859	859
	JSS Recherche Médicale inc.		2 000	367	2 367
	M.C. Crystal inc.		-	180	180
	Masdel inc.		725	836	1 561
	Multiforme Métal inc.		-	491	491
	OBOX (anciennement Oboxmedia inc. (9210-2920 Québec inc.))		-	287	287
	Reftech international inc.		-	164	164
	Total Montréal		4 171	4 768	12 604
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)		-	173	173
	9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James inc.)		-	85	85
	Exploration Dios inc.		62	-	62
	Exploration Kintavar inc.		156	-	156
	Exploration Midland inc.		76	-	76
	Harfang Exploration inc.		107	-	107
	Ressources GéoMégA inc.		164	-	164
	Ressources Sirios inc.		144	-	144
	Ressources Sphinx Itée		50	-	50
	Ressources Tarku		50	-	50
	Ressources X-Terra inc.		112	-	112
	Société d'exploration minière Vior inc.		52	-	52
	Stelmine Canada Itée		101	-	101
	Total Nord-du-Québec		1 074	85	1 332

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances	
		\$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex Inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	419	419
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	33	33
	2956-7062 Québec (NAPA La Baie)	-	38	-	38
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	-	13	-	13
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)	-	-	79	79
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	61	61
	9280-3162 Québec inc. (Transport Réal Villeneuve inc.)	-	200	-	200
	9328-9486 Québec inc. (Groupe Démex-Centrem)	390	121	-	511
	9348-0739 Québec inc. (Voie Maltée Usine)	-	-	131	131
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée Holding)	825	-	-	825
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	116	116
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	442	-	442
	Communications Télésignal inc.	338	-	-	338
	Constructions Fabmec inc.	-	-	225	225
	Déménagements Tremblay Express ltée (Les)	250	-	125	375
	Déry Télécom inc.	-	-	1 331	1 331
	Équipements industriels Barsatech inc.	-	-	198	198
	Équipements Villeneuve inc.	-	309	-	309
	Flash Néon inc.	-	-	128	128
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.	-	63	-	63
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	98	-	98
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	-	65	65
	Mermax inc.	-	-	86	86
	Métatube (1993) inc.	-	128	-	128
	Pavillon des Mille Fleurs inc.	-	-	2 206	2 206
	Restaurant La Cuisine inc.	-	116	-	116
	Sécuor inc.	-	108	70	178
	Taimi R & D inc.	-	8	-	8
	Télénet Informatique inc.	500	-	81	581
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 178	1 844	5 354	13 376
		29 845	27 272	27 072	84 189
	Fonds engagés mais non déboursés				988
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				85 177

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
		\$	Prêts et avances \$		
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c.	40,00				
Abitibi-Témiscamingue					
11360345 Canada inc.		-	-	295	295
2732-2304 Québec inc. (Location Dion)		-	560	-	560
Abitibi Géophysique inc.		-	299	-	299
Atelier Rivard inc.		-	-	130	130
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		1 546	2 114	-	3 660
Perseus Services-Conseils inc.		-	80	-	80
Total Abitibi-Témiscamingue		1 546	3 053	425	5 024
Bas-Saint-Laurent					
3326403 Canada inc. (Méridien Maritime)		-	-	800	800
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		-	172	-	172
Bois CFM inc.		-	-	300	300
Gestion AJ (2003) inc.		-	-	400	400
Gestion Groupe Bouffard inc.		1 200	-	-	1 200
Gestion Rima 2013 inc.		-	-	233	233
La Maison du Lac Témiscouata inc.		-	114	-	114
Les Conteneurs Verts inc.		-	-	280	280
Les Finesses d'Alsace inc.		-	44	-	44
Plastica Morneau 2014 inc.		-	-	80	80
Produits métalliques A.T. inc. (Les)		-	400	-	400
Services à domicile de la région de Matane (Les)		-	-	240	240
Transport Gérard Hallé inc.		-	165	-	165
Total Bas-Saint-Laurent		1 200	895	2 333	4 428
Capitale-Nationale					
Action SST inc.		119	-	330	449
Capilex-Beauté Itée		-	416	-	416
Centre hydraulique GMB inc.		-	160	-	160
Ciao Technologies inc.		-	400	-	400
Clinique d'Expertises Médicales du Québec		-	-	260	260
Élite Management SST inc.		153	-	70	223
Granite D.R.C. inc.		640	-	-	640
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		-	1 177	-	1 177
Matériaux Blanchet inc.		-	-	890	890
Métafab (1996) inc.		-	360	-	360
Oricom internet inc.		238	266	-	504
Piscines Soucy inc.		-	246	-	246
Produits Pâtisserie Michaud inc.		-	134	-	134
Total Capitale-Nationale		1 150	3 159	1 550	5 859

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Centre-du-Québec					
Équipements Incendies C.M.P. Mayer inc.		-	-	440	440
Ferblanterie Gilles Laliberté inc.		-	328	-	328
Hydraulique Vigneault inc.		-	560	-	560
Métal Pless inc.		-	2 000	-	2 000
Transport Dessaults inc.		-	-	150	150
Total Centre-du-Québec		-	2 888	590	3 478
Chaudière - Appalaches					
AEF Global inc.		-	200	-	200
Ancia Personnel inc.		-	221	-	221
Camille Blais & Fils Itée		-	300	-	300
Canada Moteurs Importations inc.		-	-	800	800
Fonderie Poitras Ltée		875	861	-	1 736
Lavoie & Pleau inc.		-	220	-	220
Litières Ripbec inc. (Les)		-	160	-	160
Métal Méroc inc.		-	-	160	160
Plate 2000 inc.		-	-	300	300
Sablère A.D. Roy inc.		-	-	495	495
Textiles Gauvin inc. (Les)		-	280	-	280
Total Chaudière - Appalaches		875	2 242	1 755	4 872
Côte-Nord					
9356-3609 Québec inc. (Groupe Tecnor)		-	-	400	400
9389-1596 Québec inc. (Clinique d'audioprothésiste)		-	-	180	180
Pêcheries LD inc.		-	144	-	144
Total Côte-Nord		-	144	580	724
Estrie					
9045-7631 Québec inc. (Clément Le Gourmand)		-	-	160	160
Cible-Solutions d'affaires inc.		-	-	100	100
Total Estrie		-	-	260	260
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine					
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)		-	-	660	660
9368-8828 Québec inc. (Danis Renaud Pêcheur de Homard)		-	224	-	224
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		-	224	660	884

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Lanaudière					
EEGT inc.		-	-	400	400
Les Meubles PEL International Itée		-	300	-	300
Paul Arbec inc.		-	3 600	-	3 600
Total Lanaudière		-	3 900	400	4 300
Laurentides					
9364-6297 Québec inc (Médifice Investissements)		-	3 200	-	3 200
Centre de location G.M. inc.		-	-	800	800
FRE Composites inc.		-	-	800	800
Total Laurentides		-	3 200	1 600	4 800
Laval					
Construction Jadco inc		-	-	800	800
L. Nardella Associés Itée		640	1 400	-	2 040
Total Laval		640	1 400	800	2 840
Mauricie					
Construction et location Jenik inc.		-	-	400	400
RGF Électrique inc.		-	400	-	400
Solutions Genyk inc.		-	1 360	-	1 360
Systèmes hydrauliques T.L.G. inc. (Les)		140	-	-	140
Transport Chainé inc.		400	-	-	400
Total Mauricie		540	1 760	400	2 700
Montérégie					
3894207 Canada inc. (Barbies TM)		-	200	-	200
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		-	1 600	-	1 600
9219-3267 Québec inc. (Nutrition FITPLUS)		-	400	-	400
9378-5962 Québec inc. (Keg Farnham)		240	560	-	800
Alain Royer Consultant inc.		590	-	-	590
Asselin Mécanique Industrielle inc.		-	669	-	669
Bigo inc.		-	188	-	188
Câbles Ben-Mor inc. (Les)		-	-	1 200	1 200
Éveil des Sens inc.		-	195	-	195
Groupe Helios inc.		-	-	400	400
Groupe Satori inc.		-	1 200	-	1 200
H2O Traitements Industriels inc.		-	200	-	200
Instruments Isaac inc.		-	1 600	-	1 600
Total Montérégie		830	6 812	1 600	9 242

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Montréal					
3236013 Canada inc. (Planète Mobile)		-	-	480	480
7198795 Canada inc. (Au Noir)		-	-	700	700
9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâisseurs, Sept-Îles)		-	-	800	800
DEK Canada inc.		-	100	-	100
Dentistree Solutions inc.		116	-	-	116
Gastronomia Aliments Fins inc.		720	1 260	-	1 980
Groupe Azur inc.		600	-	-	600
Groupe Canva inc.		1 200	1 600	-	2 800
Groupe Gorski Itée		-	343	-	343
Groupe Shemie inc.		-	-	2 000	2 000
Institut Néomed		-	-	360	360
IP4B inc.		-	267	-	267
Maintenance Reftech International inc.		-	-	378	378
Momentis Informatiques Inc.		-	400	-	400
Multiforme Métal inc.		-	-	92	92
Orthogone Technologies inc.		-	1 600	-	1 600
Pénéga Communication inc.		-	184	-	184
Résidences pour aînés Immo 1ere inc.		3 800	-	-	3 800
XcCommerce inc.		878	200	-	1 078
Total Montréal		7 314	5 954	4 810	18 078
Outaouais					
Affichage National inc.		-	-	280	280
Rampes Mirik inc. (Les)		220	-	-	220
Total Outaouais		220	-	280	500

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	40,00				
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
2331-8884 Québec inc. (Groupe Avantage Logistique)		240	-	-	240
2724600 Canada Itée (Industries Soudex)		-	76	-	76
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)		-	-	300	300
9292-2913 Québec inc. (Deliwok)		-	376	-	376
Câble-Axion Digitel inc.		-	-	1 835	1 835
Clinique médicale privée Opti-Soins inc.		-	250	-	250
Communications Télésignal inc.		-	280	-	280
Groupe MYK inc.		-	-	420	420
Groupe Ongerneige inc.		-	170	-	170
Hélicoptères Panorama Itée		-	-	200	200
Service électronique professionnel (S.E.P.) inc.		-	82	-	82
Société en commandite Lokia Trois-Rivières		-	-	2 270	2 270
STC Manufacturier inc.		-	120	-	120
Theka Industries inc.		-	800	-	800
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		240	2 154	5 025	7 419
		14 555	37 785	23 068	75 408
Fonds engagés mais non déboursés					8 796
Total Desjardins Capital PME s.e.c.					84 204

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c	60,67				
Hors Canada					
Apside Advance		1 430	392	-	1 822
Rondot Group		885	-	-	885
Texelis Fintex		779	-	-	779
Texelis Mobilitex		-	1 603	-	1 603
Xtech Control		1 324	-	-	1 324
Xtech Invest		-	1 317	-	1 317
Total Hors Canada		4 418	3 312	-	7 730
Montréal					
Groupe Solotech inc.		910	-	-	910
Total Montréal		910	-	-	910
		5 328	3 312	-	8 640
Fonds engagés mais non déboursés					-
Total Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c					8 640

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	
31-12-2019 Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49					
7525443 Canada inc. (Inflotrolix)		400	-	-	-	400
9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)		-	155	-	-	155
9310-3760 Québec inc. (Rhéabrio Interface Corporelle)		-	145	-	-	145
9360-4742 Québec inc. (LONGPREBP Béton préfabriqué)		-	90	-	-	90
9493662 Canada inc (Ananda Devices)		153	-	-	-	153
9813063 Canada inc. (My Intelligent Machines (MIMs))		-	150	-	-	150
9972242 Canada inc. (Entosystème)		-	115	-	-	115
A3 Surfaces inc.		-	142	-	-	142
Agriculture Concentric inc.		2 866	-	-	-	2 866
Airex Énergie inc.		1 585	-	-	-	1 585
Alaya Soins inc.		136	-	-	-	136
Albert Perron inc.		470	-	-	-	470
AppMed inc.		-	77	-	-	77
AxesNetwork Solutions inc.		1 933	812	-	-	2 745
Biocéan Canada inc.		272	54	-	-	326
Biomomentum inc.		-	160	-	-	160
Cmlabs Simulations inc.		817	-	272	-	1 089
Dymedso inc.		-	146	-	-	146
E2Metrix inc.		348	682	-	-	1 030
Emovi inc.		153	-	-	-	153
Énergie Solution Air (ESA)		148	-	-	-	148
FjordAl Aluminium inc.		163	-	-	-	163
Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	-	305
Fonds Innovexport s.e.c.		1 341	-	-	-	1 341
Fond-vers inc.		-	54	-	-	54
Groupe Icible inc.		-	104	-	-	104
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		-	18	-	-	18
Hortau inc.		368	-	-	-	368
Imagia Cybernétique inc.		2 725	-	-	-	2 725
Imeka Solutions inc.		-	216	-	-	216
Inno-3B inc.		-	491	-	-	491
Innomalt inc.		-	271	-	-	271
Ionodes inc.		316	-	-	-	316
Kinésiq inc.		-	152	-	-	152
Kube Innovation inc.		-	76	-	-	76
Laboratoire M2 inc.		817	-	272	-	1 089
Laboratoires Delve inc.		1 250	-	-	-	1 250
Laserax inc.		1 880	-	-	-	1 880
LeddarTech inc.		714	1 180	-	-	1 894
LVL Global inc.		191	-	-	-	191
Mobilus Technologies inc.		-	104	-	-	104
nGUVU Technologies inc.		817	-	-	-	817
o3d inc.		-	78	-	-	78
Optina Diagnostiques inc.		148	-	-	-	148
OXO Fab inc.		-	152	-	-	152

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018 Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49				
OxyNov inc.		611	-	183	794
Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
Rekruti Solutions inc.		-	290	-	290
Ressources Nippon Dragon inc.		178	-	-	178
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	-	-	296
Solutions Greybox inc.		-	144	-	144
Solutions Interactives de validation 88 inc.		1 143	-	-	1 143
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		316	-	-	316
Technologie Leadfox inc.		-	228	-	228
Technologies Innovatrices d'imagerie inc.		1 090	-	-	1 090
Technologies Intelia inc.		235	466	-	701
Umanx inc.		-	655	-	655
VIMAC Early Stage Fund L.P.		611	-	-	611
Voltra Technologie - Réseau Synapse inc.		-	87	-	87
		<u>25 107</u>	<u>7 494</u>	<u>727</u>	<u>33 328</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>2 705</u>
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					<u>36 033</u>

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)
Au 30 juin 2020**

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2019 Société en commandite Essor et Coopération	94,55				
Agropur Coopérative		4 728	-	-	4 728
Café Cambio, coopérative de travail		174	-	-	174
Camping co-op des Érables de Montmagny		236	-	-	236
Central Café - Coop de solidarité		184	-	-	184
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable		4 160	-	-	4 160
Club coopératif de consommation d'Amos		946	-	-	946
Coop Agri-Énergie Warwick		355	-	-	355
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis		-	465	-	465
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi		66	-	-	66
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)		520	-	-	520
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies		473	456	-	929
Coopérative forestière de Petit Paris		-	639	-	639
Coopérative forestière Ferland-Boilleau		-	553	-	553
Coopérative Radio Web Média des Sources		72	-	-	72
Coopérative Vision-Éducation		756	-	-	756
École Plein Soleil (Association coopérative)		946	-	-	946
Fédération des coopératives funéraires du Québec		1 371	-	-	1 371
Fédération québécoise des coopératives forestières		170	-	-	170
Horisol, coopérative de travailleurs		425	-	-	425
Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)		-	208	-	208
La Coop Avantis		1 418	-	-	1 418
La Coop fédérée		4 728	-	-	4 728
La Coop Unifrontières		668	-	-	668
		<u>22 396</u>	<u>2 321</u>	<u>-</u>	<u>24 717</u>
Fonds engagés mais non déboursés					<u>2 680</u>
Total Société en commandite Essor et Coopération					<u>27 397</u>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ ou par des fonds partenaires où il détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs
1 888 522-3222

capitalregional.com